

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 5 OCTOBRE 1977 N° 524

Commission paritaire n° 56942 - Tél : 636.73.76

1,70 F

MANIFESTATIONS DANS TOUTE L'ITALIE POUR LES OBSEQUES DE WALTER ROSSI

Les obsèques de Walter Rossi, militant de Lotta continua, assassiné par le M.S.I., ont été suivies par des dizaines de milliers de personnes lundi après-midi à Rome.

Dans toutes les grandes villes italiennes, des manifestations importantes ont également eu lieu. Les manifestants ont attaqué des locaux du M.S.I., le groupe fasciste italien le plus connu, auquel appartenait l'assassin de Walter Rossi... A Palerme, Milan, Turin, de même il y eut des manifestations importantes pour les obsèques de Walter. Dans toutes ces villes, des affrontements violents avec la police ont eu lieu.

Au niveau du gouvernement et des partis, c'est l'aterrissement. On refuse d'envisager la dissolution du parti néo-fasciste comme le demandent les manifestations. Seules quelques sections de cette organisation ont été fermées à Rome, dont celle à laquelle était inscrite le tueur.

Lire en Page 8 l'article
de notre correspondant :

«Projets de lois répressives»

INFORMATIQUE ET LIBERTÉS

feu vert du parlement

FICHIERS A TOUT FAIRE



Les ordinateurs de la police. Ceux-ci sont réservés aux contraventions. Mais bientôt le «FRG» pourra «tout dire» sur tout individu...

Gamin, fichier automatisé de médecine infantile. Audass, fichier des directions de l'action sanitaire et sociale. Subac, fichier secret de la DST. FRG, fichier général des références. Toute personne qui aura eu affaire avec la police, ne serait-ce qu'une interpellation, y sera consignée. Sofia, fichier de la douane. Sirène, fichier d'identification sociale. Aide, fichier de l'ANPE...

Tous ces projets, dont l'utilisation peut couvrir les plus graves atteintes aux libertés, ne seront aucunement gênés par la loi «Informatique et Libertés» qui devait voter mardi après-midi le Parlement.

Un «conseil des sages», nommé évidemment par le gouvernement, une assurance de pouvoir cor-

riger des erreurs éventuelles sur une fiche individuelle, un engagement à ne pas porter de renseignements «religieux ou politiques» sur les fiches. Telle est, dans ses grandes lignes, la loi pompeusement présentée par Peyrefitte.

La gauche s'est contentée de proposer des amendements au projet de loi. Les fichiers, à la différence de l'Allemagne, ne mentionneront pas l'appartenance politique. Mais l'utilisation conjointe du fichier Safari de l'INSEE, qui numérote chaque Français, du fichier Aide de l'ANPE et du fichier FRG de la police permettra immédiatement de repérer les «mal-pensants».

Car une fois reliés entre eux, ces fichiers spécialisés deviennent des fichiers à tout faire !

DUBIGEON Les grévistes repoussent les attaques des jaunes



Les «Dubigeon» en sont à leur quatrième semaine de grève, et la direction refuse toujours d'engager les négociations. Cette dernière essaie depuis une semaine de mettre sur pied un commando de non-grévistes.

Vers 14 h 30, dans des cars, dirigés par Stephan un des directeurs de Dubigeon, les jaunes entraient dans le chantier occupé par une porte dérobée. Les grévistes les ont reçus comme ils devaient s'y attendre : des jets de pierres, de boulons, d'œufs, les repoussaient, brisant plusieurs vitres des cars, et transformaient en véritable omelette le chef du commando. Sortant précipitamment du chantier, les jaunes n'étaient pas au bout de leurs peines. Le chantier voisin (les ACB) débraya aussitôt et les obligeaient à rentrer dans les cars et à s'en aller. La provocation de la direction, sa tentative d'occuper le chantier reste un cuisant échec.

Fleury Mérogis, Santé : grèves de la faim

A la Santé et à Fleury-Mérogis, onze détenus ont engagé une grève de la faim. Trois d'entre eux sont soupçonnés d'être sympathisants des NAPAP, organisation qui avait revendiqué le meurtre de l'ambassadeur de Bolivie en France, et de Tramoni, l'assassin de Pierre Overney. Selon les avocats de Lapeyre, Gérard, Oriach, l'expertise balistique que l'on agit contre eux n'est toujours pas au dossier.

PUK : Le PDG pollueur relaxé ?

Devant une salle fortement mobilisée contre le premier pollueur de France, le procureur du tribunal correctionnel de Lyon a requis des peines particulièrement douces pour les responsables du déversement d'acroléine dans le Rhône : relaxe pour le PDG de PUK Chimie, 6 mois avec sursis et 5 000 francs d'amende pour le directeur, 3 mois avec sursis pour deux autres responsables de l'usine. Péchiney avait plaidé non coupable pour les pollutions de 72 et la pollution permanente.

Le jugement sera rendu le 7 novembre.

Shanghai, un an après la chute des Quatre

Le reportage de la délégation du «Quotidien du Peuple» qui a visité la Chine pendant trois semaines, traite aujourd'hui de la situation à Shanghai, un an après la chute des Quatre. Nous poursuivons le reportage demain en retraçant la lutte à l'usine d'impression et de teinturerie N° 5 de Shanghai.

(voir p. 12)

DEVANT UN TRIBUNAL TRUFFÉ DE POLICIERS

LE PROCÈS DE K. CROISSANT REPORTÉ

La police allemande a envoyé juste avant l'ouverture de la comparution de Klaus Croissant devant la chambre d'accusation un nouveau mandat d'arrêt international. Celui-ci n'apporte aucun élément nouveau, mais cherche à aggraver les charges pesant contre l'avocat des prisonniers politiques allemands. Cela a pour résultat essentiel de reporter de huit jours la comparution.

C'est dans une salle trop exiguë pour recevoir un vrai public, gardé

par des flics qui relevaient les identités des personnes venues assister à cette mascarade que Klaus Croissant a tenu à faire une déclaration où il dit notamment : «Le risque pour moi était évident et calculé, mais je ne pouvais ni ne voulais me taire», en expliquant qu'il était poursuivi par la police allemande pour avoir dénoncé les conditions de détention des prisonniers politiques.

(voir p. 8)

LUTTES OUVRIERES

Transports Dobelle (Amiens) : un an après, le patron est condamné

On se souvient qu'il y a environ un an, un certain M. Bazin, patron de l'entreprise de transports Dobelle, à Amiens, se livrait à de violentes attaques contre les travailleurs de son usine et particulièrement les militants syndicaux : mise en cause du droit syndical, lettres d'injures, etc. Cité en justice par la section CFDT, il vient de comparaître devant le tribunal. Il a été condamné à 15 jours de prison avec sursis et à 1 000 francs d'amendes. En outre, il se voit contraint de verser 1 000 F au syndicat des transports CFDT, 1 000 F de dommages et intérêts à chaque délégué syndical, ainsi qu'un franc symbolique au comité d'entreprise lui-même mis en cause dans ses fonctions.

Le sieur Bazin a enfin été poursuivi pour diffamation et doit payer pour ce motif, une amende de 500 F et trois fois 300 F à chaque délégué, au syndicat CFDT et à la fédération CFDT des transports.

Nantes : 2 500 métallos avec les «Dubigeon»

Les 2 000 travailleurs des chantiers Dubigeon de Nantes, ont reconduit hier leur mouvement, infligeant ainsi un cuisant échec à la tentative de la direction de faire reprendre le travail en échange... d'une étude sur un aménagement du système de pointage.

Ils ont de plus, manifesté dans les rues en tête d'une manifestation qui comprenait 2 500 travailleurs venus des Batignolles, de Brisonneau, des ACB, de Tréfinétaux, de Saunier Duval. Les rues de Nantes ont retenti des slogans : «La navale ne coulera pas», «Chantage, chômage, pointage, y'en a marre».

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



A nos correspondants

Depuis le 1er septembre, le *Quotidien du Peuple* a été contraint de modifier ses heures de tirage en fonction de la mise en place progressive de la télé-impression dont notre journal ne peut bénéficier : il n'y a qu'une édition du soir, imprimée vers midi.

Dans ces conditions, nous soulignons auprès de nos correspondants que les articles téléphonés après 8 heures du matin (sauf pour un événement exceptionnel à 10 h 30 pour une correspondance brève) ne peuvent pas passer dans cette édition, diffusée l'après-midi à Paris et le lendemain matin en province.

Sauf pour les exceptions que nous venons d'indiquer, nous invitons nos correspondants à téléphoner entre 14 heures et 19 heures.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

A Defrenne (Leers)

2 000 TRAVAILLEURS A LA JOURNÉE «PORTES OUVERTES»

● Près de 2 000 travailleurs sont passés dimanche 2 octobre dans l'usine Defrenne de Leers, décorée d'affiches aux vives couleurs et de drapeaux rouges. Des travailleurs de l'usine expliquent avec émotion la fabrication du tissu, depuis le bobinage jusqu'au métier, puis le piqûrage (tissage à la main) pour réparer les imperfections. A travers les explications, on pouvait mieux comprendre les conditions de travail pénibles. Un homme pour dix métiers, et le dur labeur des piqûrières qui doivent réaliser vite, à la main, un travail de grande précision. Après un long silence imposé par la fermeture, l'usine reprend vie. «Dire qu'il y en a pour prétendre que ce n'est pas viable... alors qu'il y a huit jours encore, on nous a demandé des pièces depuis Hong Kong».

Aucune reprise ne se dessine encore. Les patrons lainiers font des pressions pour l'éviter : ils sont ravis de voir disparaître un concurrent, et les «Defrenne» sont gênés à rester ainsi accrochés à leur usine, car c'est bien connu, les patrons n'aiment pas les «fortes têtes». «Le pire, c'est de nous traiter de fainéants parce qu'on se bat pour le droit de travailler...» Bien sûr, les 120 «Defrenne» ont obtenu du tribunal la reconnaissance de leur droit d'occuper l'usine, et ils se relaient pour le faire tout en suivant des cours à mi-temps. Mais contre ce jugement, le syndic «un foyssoyeur qui en est à 1 300 licenciements», a fait appel, et à nouveau pour les «Defrenne», c'est l'attente.

Defrenne est en prison, mais ses amis répandent les plus absurdes ragots contre les ouvriers. D'après eux, des machines seraient sabotées ! «En fait, on a retiré les pièces essentielles au cas où on nous expulserait. Mais ces machines sont en parfait état et on le prouve en les remettant en marche devant les visiteurs. Nous n'avons aucun intérêt à détruire notre outil de travail». Et comme pour appuyer de tels propos, de nombreuses ouvrières font part de leur joie de faire à nouveau fonctionner les machines... quand on a travaillé des années dans une usine, on n'accepte pas d'être brutalement jeté à la rue !

ECHANGER DES EXPERIENCES

Cette journée est aussi l'occasion de regrouper l'expérience de nombreux travailleurs. Dans la grande salle du «rentrage», les travailleurs de chez Réo, Cip, Schlumpf, font part de leur lutte tout en présentant leur production. Les «Réo» par exemple, ont imposé que la chambre de commerce donne, dans les locaux mêmes de l'usine, des cours de formation : 40 «Réo» y participent : «Un premier succès... et la première proposition sérieuse qui nous est faite». Un syndicaliste de chez Hibon (Roubaix)

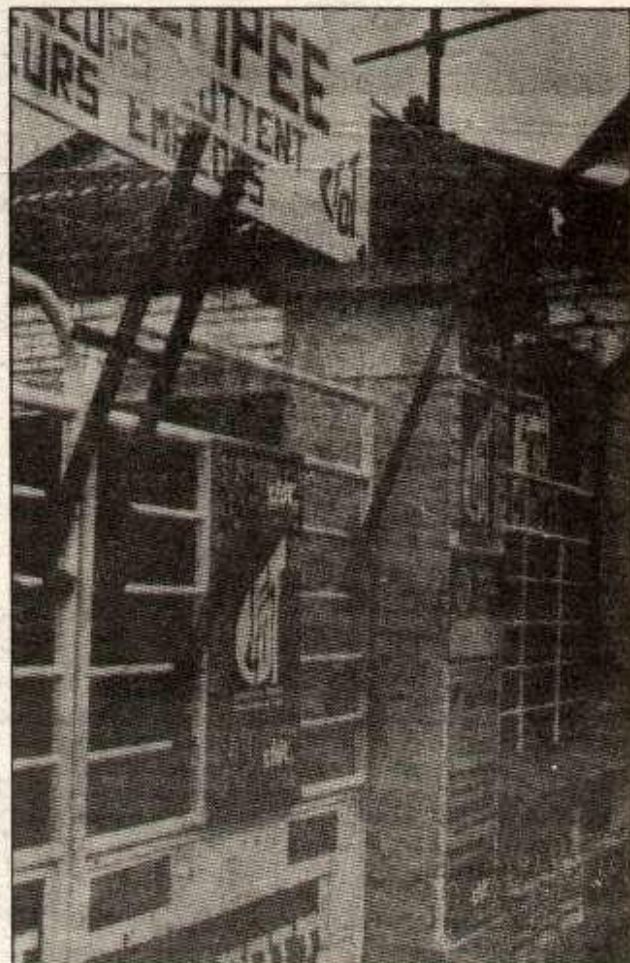
raconte la lutte engagée depuis trois jours pour les salaires, les conditions de travail et les libertés syndicales. Les travailleurs de la Lainière ont installé des panneaux et expliquent la politique du Holding «La Lainière» pour restructurer l'entreprise. Dans cette ambiance de fête, on parle beaucoup des luttes et de la situation actuelle.

QUEL HORIZON POUR 78 ?

La désunion de la gauche est l'objet de bien des discussions. Mais si ce débat est souvent passionné, il n'est jamais aigre. On cherche trop à comprendre pour se quereller. «Le PS veut faire la même politique que Giscard et le PC a fait déjà assez de concessions». Ce militant du PCF de la Lainière a bien du mal à faire partager son point de vue. Pour Patrice, délégué CFDT de chez Defrenne, «cette querelle est ridicule ! Je suppose qu'ils ont réfléchi à leurs programmes depuis le temps... Seulement, ils arrivent au pouvoir et ne l'envisagent pas de la même façon». Pour Patrice, si le PS n'a pas de changement à proposer, le PCF, lui, veut «prendre le pouvoir pour lui-même, c'est pour cela qu'il veut plus de nationalisations. S'il arrive au pouvoir, peut-être que nous aurons quelques avantages sociaux... mais nous marcherons à la baguette. Ce qu'il faudrait, c'est que les ouvriers puissent mettre en œuvre leurs initiatives». Mais Patrice ne voit pas comment cela est possible...

Au stand Réo, un militant CFDT m'explique sa position. Il voit dans la querelle «la preuve qu'il y a deux projets dans la gauche» mais leurs disputes risquent de compromettre leur arrivée au pouvoir.

«Avec la gauche, dit-il, on pourrait plus facilement lutter pour nos revendications. Mais en fait, cela dépend des syndicats : je pense que pour la CFDT, cela irait. Je n'en dirais pas autant pour la CGT. Le problème est que les syndicats restent des



C'est parce qu'ils avaient barricadé leur usine il y a quelques mois que les travailleurs peuvent poursuivre la lutte pour leur emploi.

moyens pour organiser la lutte pour nos revendications...».

AU CENTRE DU DEBAT : SAVOIR OU ON VA

Vers 17 heures, de nombreux travailleurs quittaient la grande salle où des familles entières étaient venues discuter, acheter les produits, car un débat était annoncé dans une autre salle. Plusieurs dizaines de travailleurs de tout âge, de différentes entreprises, étaient massés dans la pièce trop petite, pour échanger leurs vues. Après un tour d'horizon sur l'étendue de la crise dont la classe ouvrière fait les frais, la question de la lutte est posée, et le débat s'anime. Très rapidement, les directions syndicales sont mises en cause. Un militant CGT du bâtiment condamne la tactique «des luttes morcelées». «Il faut partir tous ensemble». Le souvenir du 7 octobre et des espoirs trahis contribue encore à animer le débat et un travailleur de chez Prousvot Masurel résume la question : «Les travailleurs sont prêts à lutter mais pas comme des moutons : ils veulent savoir où ils vont ! Et le 7 octobre, la question était claire : en finir avec le plan Barre. Mais alors que tout le monde attendait un mot d'ordre d'ampleur, on nous a renvoyés dans nos foyers».

En réponse, Léon Dion, responsable de la fédération Hacuïtex, dit que

c'était l'organisation syndicale en elle-même qui était accusée, et, pour finir, affirma que la seule perspective pour les travailleurs, c'est le programme commun. Ce qui provoqua des divisions et des altercations assez violentes dans l'assemblée.

LES QUESTIONS ESSENTIELLES SONT POSEES

Le débat avait tourné court. Mais cela n'avait pu empêcher que les questions essentielles soient posées : comment lutter ? Qu'est-ce qui a freiné l'offensive ouvrière ? Quelles perspectives pour la classe ouvrière ?

Après avoir quitté la salle, les visiteurs ont fait un «dernier tour» dans l'usine. Les participants commençaient à partir, pour la plupart satisfaits d'une journée qui avait rempli l'essentiel de ses objectifs : prouver le bon état du matériel, permettre aux travailleurs de se rencontrer. Cette journée a montré l'ampleur du soutien aux Defrenne et l'importance de la réflexion des travailleurs de la région.

La travailleuse chargée de l'accueil pouvait être contente. Et à 6 heures, l'heure prévue pour la fin de la journée, elle se trouvait un peu débordée mais ravie. «Il y a encore des gens qui arrivent, je me demande s'il faut les laisser entrer... on ne finira jamais».

LUTTES OUVRIERES

Les chambres de commerce proposent 150 000 emplois.

NOUVEAU BLUFF POUR MASQUER LE CHÔMAGE

● Lundi dernier, c'était le CNPF qui claironnait : il avait trouvé 153 600 emplois pour les jeunes, la moitié de l'objectif fixé pour la « grande campagne en faveur de l'emploi des jeunes ». En y regardant de plus près, on s'apercevait que 60 % de ces offres rentraient dans le cadre des stages temporaires ou de postes à durée limitée. En y regardant d'un peu plus près encore, on pouvait dire que les chiffres avaient sans aucun doute été multipliés au moins par trois. (Voir QDP du 30 septembre).

Ce lundi, nouvelle opération. Cette fois ce sont les chambres patronales qui ont pris le relais.

Elles se sont réunies pour annoncer « leurs » résultats, en mobilisant « plus de quarante mille membres des compagnies consulaires pour de véritables États généraux de l'emploi », selon les dires du président de l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie, M. Panhard. Il se donne pour objectif de « convaincre les employeurs de créer des emplois et d'embaucher des jeunes ». Employer des jeunes, les patrons n'hésitent guère à le faire aujourd'hui, vu les avantages que l'État leur donne. Pour créer des postes, c'est autre chose, dans la mesure où dans le même temps, ils licencient les travailleurs intérimaires ou sans contrat. Et voilà que M. Panhard annonce qu'il a, lui aussi trouvé 150 000 places. L'objectif serait-il déjà dépassé, alors que le gouvernement se donnait jusqu'à la fin de l'année ? On ne va pas jusqu'à le dire, personne ne le croirait. Mieux, on est obligé de convenir qu'il y a un certain recoupement avec la liste fournie par le CNPF, qu'il estime à 15 % (et ce n'est qu'une estima-

tion). De plus, il se dit incapable de faire la distinction, dans ce total, entre les emplois qui relèvent des « mouvements actuels », c'est-à-dire le remplacement de licenciements déguisés, et de réelles créations d'emplois.

Enfin, le pourcentage de stages divers est le même que pour le CNPF : 60 %.

C'est donc une nouvelle opération-bluff, destinée à faire baisser artificiellement pendant la durée de la campagne électorale, les chiffres du chômage. Les ANPE tournent à plein. Un mécontentement se manifeste d'ailleurs au niveau du personnel des Agences devant l'accroissement des « charges à caractère bureaucratique et paperassier », le manque de locaux et l'insuffisance des effectifs. C'est un fait qu'avec cette campagne d'inscription, le personnel a un certain nombre de griefs. Au point que le directeur national de l'Agence, Guy Métails, axe sa dernière intervention, dans le magazine de l'ANPE sur le thème « réorienter l'Agence vers le placement »,

contre « l'alourdissement et la complexité croissante des tâches administratives imposées à l'établissement ». En réalité, tout en continuant le fichage systématique et la répression des chômeurs, il met davantage encore l'agence au service des demandes des patrons : centre téléx à Paris, mise sur pied dans les zones rurales des « libre-service d'offres d'emploi installées dans des bureaux de poste « correspondants » des agences locales ». Ces mobilisations successives de toutes les instances patronales, malgré tout le remue-ménage qu'elles provoquent, ne font pourtant pas diminuer le chômage.

Monique CHERAN



Un résident de la Sonacotra violemment agressé

COMMUNIQUÉ DES COMITÉS DE RÉSIDENTS DES 5 FOYERS D'ARGENTEUIL

Les comités de résidents des 5 foyers Sonacotra en grève à Argenteuil et leur comité de soutien tiennent à faire part à la population d'Argenteuil et de ses environs qu'une agression a été commise le 21 septembre 1977 sur la personne d'un résident du foyer du Parc à Argenteuil.

A 6 heures du matin, ce résident de 51 ans est agressé par 5 hommes en voiture sur le trajet qui le mène à son travail à Bezons. C'est à la hauteur du stade du Marais que 3 hommes armés de masse de bois se ruent sur lui. Ils

exigent, après lui avoir asséné trois coups violents sur le crâne, qu'il leur remette son argent.

A force de coups, ils lui brisent le bras gauche. Alors que ce travailleur court vers son foyer, ceci malgré ses blessures graves à la tête et au bras, les agresseurs tentent de l'écraser en le poursuivant en voiture sur le trottoir (une Peugeot 504 grise).

Aujourd'hui, nous pensons que ce travailleur ne doit d'être en vie qu'à son courage et à son retour précipité vers le foyer.

Nous appelons l'ensem-

ble de la population, travailleurs français et immigrés confondus, à condamner de telles agressions. Nous considérons qu'elles s'inscrivent dans le cadre d'une campagne raciste favorisée par les mesures gouvernementales concernant l'immigration. En voulant faire croire aux travailleurs français que le chômage peut être supprimé en rapatriant, 10 000 francs en poche, les travailleurs immigrés, le gouvernement veut renforcer les courants hostiles à la population étrangère.

Nous considérons l'agression sur cet ouvrier immigré comme une agression sur l'ensemble de la classe ouvrière de France. C'est pourquoi nous pensons que le phénomène d'agression dont sont de plus en plus souvent victimes les travailleurs immigrés doit être dénoncé avec vigueur ; il ne s'agit pas d'un acte isolé : le même jour, une heure plus tôt, près du marché central d'Argenteuil, un

travailleur portugais était lui aussi attaqué par des inconnus.

Les résidents qui luttent pour obtenir :

- La baisse des loyers de 100 F.

- L'abolition du règlement intérieur.

- Le retour de tous les camarades expulsés en avril 76.

- La reconnaissance du comité de coordination, représentant unique de tous les foyers en grève.

Les comités de résidents des 5 foyers Sonacotra en grève et le comité de soutien d'Argenteuil tiennent à rompre le silence et l'isolement de chaque agression. Plus globalement, ils considèrent que toute intimidation ne fera que renforcer leur unité et leur esprit de combat.

Communiqué des
Comités de résidents
des 5 foyers Sonacotra
en grève
et le Comité de soutien
d'Argenteuil



Comex (Marseille) : les travailleurs deux fois licenciés

65 licenciements viennent d'être autorisés par l'inspecteur du travail, à la Compagnie Maritime d'expertise (COMEX) de Marseille. Cette entreprise qui est la première mondiale dans le domaine de la plongée sous-marine industrielle, avait déjà, il y a quelques temps mis à la rue, 53 autres travailleurs. La plupart sont au chômage. Huit d'entre eux avaient retrouvé du travail à la société SODELEC (appareillage électronique) filiale de COMEX. Ils viennent d'être licenciés à nouveau !

Patron condamné

1 500 francs nouveaux de dommages et intérêts : c'est la somme que vient d'être condamné à verser le patron d'une entreprise de confection de Boulogne sur Mer pour avoir licencié une déléguée CGT. Il avait affirmé que sa désignation comme déléguée syndicale pouvait provoquer des remous pouvant nuire à la bonne marche de l'entreprise. La déléguée CGT n'est toutefois pas réintégrée !

Cerabati : encore des réductions d'horaires

La direction de l'entreprise Cerabati (fabrication de carrelages) à Pont Sainte-Maxence, dans l'Oise, vient de décider de réduire les horaires de travail de 400 ouvriers de 32 heures (précédente réduction le 29 mai dernier) à 24 heures, ceux des employés et cadres de 42 h 50 à 32 heures.

A propos du nouveau syndicat paysan

Lundi 3 octobre le mouvement des Paysans-Travailleurs tenait une conférence de presse.

Le projet de plate-forme du mouvement pour les journées nationales qui se tiendront les 17 et 18 novembre 77 a été présenté ; nous reviendrons en détail sur les sujets abordés dans un prochain article. En particulier les Paysans-Travailleurs ont analysé l'évolution de l'agriculture depuis le début de la mécanisation, et son développement actuel. Outre un long bilan du mouvement, la plate-forme s'est tracée pour objectif de décrire « l'agriculture que nous voulons et les étapes à suivre ».

Les Paysans-Travailleurs ont donné leurs positions sur la taxe de corresponsabilité qui ampute le prix du lait de 1,55 centimes par litre : ils la refusent car elle est un moyen d'élimination des petits paysans. Ils proposent, s'il y a trop de lait, de limiter la production des plus gros producteurs payant moins cher les quantités de lait produites en dehors d'un quantum défini par les paysans. Le dernier point de l'ordre du jour portait sur la création du nouveau syndicat le M.S.T.P.

Paysans-Travailleurs fait état de la bataille qui s'est menée dans l'organisation et du refus des minoritaires de défendre leur point de vue démocratiquement. Ceux-ci essayent en créant le M.T.S.P. de récupérer, jusqu'ici sans succès, d'après Paysans-Travailleurs, des militants de cette organisation syndicale. A propos de la création de ce nouveau syndicat, le collectif national nous prie d'insérer : « Suite à l'article paru dans Le Quotidien du Peuple du 1^{er} octobre 77, sous le titre : « Tentative de mise au pas des paysans révolutionnaires », le Collectif national désirerait apporter quelques précisions.

Le Collectif national Paysans-Travailleurs n'entend, en aucune manière porter un jugement sur l'article en tant que tel, mais apporter certaines précisions nous concernant directement, afin de clarifier la perception des Paysans-Travailleurs par vos lecteurs.

- Le Mouvement Paysans-Travailleurs n'est pas un syndicat révolutionnaire, car il ne s'est pas donné pour but de faire la révolution.

- Paysans-Travailleurs est un syndicat de classe qui s'est fixé pour objectif de rassembler les paysans sur des bases de classe pour lutter contre l'exploitation de leur travail.

- A notre avis, le débat pour savoir si Paysans-Travailleurs doit être le syndicat de la gauche ou de l'extrême gauche est un faux débat. Il existe des militants Paysans-Travailleurs appartenant à différents partis ; il existe des paysans ayant leur carte au PS qui mènent au sein de Paysans-Travailleurs des actions anti-capitalistes.

- l'adhésion à Paysans-Travailleurs se fait sur la base d'une ligne syndicale définie par le mouvement et non par rapport à la sympathie ou à l'appartenance à un parti politique.

Le Collectif national Paysans-Travailleurs
Paris 3 octobre 1977

INFORMATIONS GENERALES

Concorde : le coup de pied de l'âne

Marcel Cavaillé, officiellement chargé comme ministre des transports de défendre Concorde, vient de déclarer en toute franchise que même si les seize exemplaires actuellement en construction étaient vendus, les sociétés constructrices perdraient 120 millions par avion. Dufour, président de la chambre de commerce de Toulouse, a résumé son opinion «Un avion prototype parfait, mais qui ne sera jamais rentable».

L'Humanité ne fait pas mention de ces déclarations.

Les inspecteurs de l'ANPE à l'action

Le corps d'inspecteurs recruté par l'ANPE pour contrôler les chômeurs a fait parler de lui dans le Val de Marne : en quelques mois, des centaines de vérifications ont été faites, plusieurs entreprises de travail au noir ont été découvertes : bâtiment, confection... et 200 inculpations ont été prononcées. Par la même occasion, 10 travailleurs immigrés yougoslaves ont été expulsés.

Personnalités contre Superphénix

Lew Kowarski, ancien directeur au CEA, Victor Skopf, ancien directeur général du CERN (Centre d'études nucléaires européen), Sadridin Aga Khan, haut commissaire des Nations-Unies pour les réfugiés, et quelques autres personnalités ont signé une proclamation demandant une plus ample réflexion avant de s'engager dans des programmes fondés sur les réacteurs surrégénérateurs (de type Superphénix).

M. Ricard : «La carence (d'alcool) est un vice»

La société Ricard, très habile à tourner la législation interdisant la publicité pour les boissons alcoolisées («L'anisette Ricard est la meilleure amie de l'eau») vient d'opérer un nouveau tour de force dans *Le Figaro*. Interviewé par un journaliste imaginaire, M. Ricard lui-même explique que l'alcoolisme n'est pas un problème en France et que, de toute façon «L'abus en tout est un défaut, mais la carence est un vice»...

PUK Pierre-Bénite : le PDG relaxé

Les responsables du déversement d'acroléine dans le Rhône ont été en partie jugés lundi : de Fretav, PDG de PUK Chimie a été relaxé. Le directeur de l'usine de Pierre Bénite s'est contenté d'une peine de 6 mois avec sursis et d'une amende dérisoire de 5 000 francs. Deux autres responsables de l'entreprise ont eu des amendes et des peines avec sursis. Patrons pollueurs, vous ne risquez pas grand-chose de la justice !

Le prochain jugement aura lieu le 7 novembre.

Match retransmis ou non ?

Antenne 2 maintient la retransmission télévisée du match de coupe d'Europe Manchester United - Saint-Etienne. Pourtant, l'Union européenne de football semblait décidée à se rendre à la requête des clubs belges, pour qui le match de coupe fait concurrence avec une journée de championnats.

Giscard se penche sur la «condition féminine»

UN DOSSIER ACCABLANT, DES PROPOSITIONS DÉRISOIRES

Nicole Pasquier, déléguée à la condition féminine, flanquée de ses vingt-cinq déléguées régionales, a rencontré lundi Giscard d'Estaing, au cours d'un déjeuner à l'Élysée. Entre la poire et le fromage, elle lui a fait part des résultats de l'enquête réalisée à son initiative sur «les femmes et le chômage», ainsi que des modestes propositions et suggestions qu'elle en a tirées. La modestie est d'ailleurs la caractéristique majeure de Nicole Pasquier qui déclarait elle-même, lors de sa nomination, il y a un an : «Je me suis fixé une ligne de conduite : faire preuve de modestie et de prudence». Une modestie qui confine au vide, mais qui n'exclut pas une certaine autosatisfaction, de mise à quelques mois des législatives.

Selon le rapport, établi par un groupe de travail auprès du ministère du travail, le nombre des femmes actives a augmenté d'un million depuis 1968, constituant les 3/4 de l'accroissement de la population active totale. De ce fait, la proportion des femmes est passée de 34,9 % à 37,3 %.

Le rapport constate d'emblée : «toutes les femmes désirent travailler». Ce qui constitue, soit dit en passant, une critique implicite de toutes les mesures qui tendent à encourager les femmes à rester au foyer : garantie minimum des ressources pour les mères seules, congés de deux ans pour élever ses enfants, complément familial dont Nicole Pasquier affirme qu'il permettra de «ne plus considérer le travail comme l'unique moyen de subvenir aux besoins familiaux». D'ailleurs, les femmes mères de famille refusent de plus en plus le rôle de mère au foyer : alors qu'en 1968, 42,4 % des femmes de trente à trente quatre ans étaient «actives», ce chiffre est passé à 54,6 % l'année dernière.

O.S. ET MANOEUVRES

S'il y a plus de femmes actives, cela ne va pas de pair, tant s'en faut, avec une amélioration de leur situation sur le marché du travail. Au contraire, les femmes fournissent une part sans cesse plus grande des emplois les moins qualifiés : 26,8 % des OS contre 23 % en 1968 et 38,1 % des manoeuvres contre 30,1 %. Parallèlement leur part dans les emplois d'ouvriers qualifiés baisse : 13,5 % au lieu de 16,3 %. A ce sujet, Nicole Pasquier relève que les causes de l'absentéisme féminin tiennent davantage au caractère «inintéressant» (c'est-à-dire abrutissant et exténuant) de leur travail qu'à des charges familiales. Ce serait à l'en croire une découverte récente : en fait, depuis vingt ans des études statistiques ont clairement établi ce constat. Mais que propose Pasquier pour transformer la situation ? Les contrats emploi-formation, ouverts depuis juillet, pour les femmes chefs de

familles seraient, paraît-il le miracle attendu. Mais Pasquier, qui ne se soucie pas de se contredire, ne craint pas de rappeler qu'ils existent (sous le nom de stages de formation professionnelle) depuis 1971. Les résultats sont là pour montrer l'efficacité du remède !

LA DISCRIMINATION A L'EMBAUCHE

Peu qualifiées, les femmes sont frappées par le chômage plus encore que les hommes : parce que récemment embauchées, elles sont les premières à être licenciées et que leurs possibilités de choix d'un emploi sont limitées. Le rapport note aussi que les femmes sont plus souvent embauchées avec des contrats à durée limitée. Un autre facteur d'importance augmente la durée du chômage des femmes : la discrimination des offres d'emploi. Selon une enquête menée dans cinq agences locales pour l'emploi, 70 à 93 % des offres d'emploi excluaient les femmes, notamment dans le secteur industriel mais aussi dans le tertiaire. Quant aux indemnités, elles sont pour toutes les qualifications, inférieures à celles versées aux hommes.

Devant cette situation, le groupe de travail ne brille pas par l'originalité de ses propositions. D'abord, une idée repiquée sur le «modèle suédois» : majorer les aides aux créations d'emploi pour les entreprises qui acceptent de ne pas embaucher plus de 60 % de personnes du même sexe. Et aussi une suggestion aux entreprises publiques : «Respectez la loi !». Consciente de répéter la même chose après tant d'autres (Giroud, par exemple), Pasquier a tout de même une idée vraiment originale : c'est aux femmes de faire pression sur l'employeur en répondant aux offres d'emploi réservées aux hommes. Un conseil : posséder un prénom «bisexué» genre Dominique ou Claude, cela facilite les choses, comme le montre un exemple relevé par Pasquier...

Dans la foulée de ces grandioses propositions, la



déléguée à la condition féminine a ressassé les idées «neuves» du genre : assouplissement des horaires, ou encore lutte contre l'image de la femme donnée par la publicité et le

cinéma. Bref, «travaillons à changer les mentalités» : un mot d'ordre qui au moins coûte moins cher que de construire des crèches ou de créer effectivement des emplois.

Education Nationale

Crédit d'équipement en chute libre

Bien que le ministre Haby fasse du bruit sur les importants moyens financiers mis en œuvre pour sa réforme et qu'il annonce à grand fracas son intention de multiplier les maternelles, les faits sont là pour contredire la propagande ministérielle.

Déjà en diminution cette année les crédits d'équipement scolaire et universitaire prévus dans le projet de budget 1978 subissent une forte baisse. Cette tendance était d'ailleurs prévue dans les textes du VII^e plan.

Pour l'ensemble, les autorisations de programmes sont réduites de plus de 14 % (3 milliards en 77 à 2 milliards 540 millions). Diminution d'autant plus sensible que dans le même temps les coûts de construction ne cessent d'aug-

menter. C'est le premier degré (maternelles et écoles primaires) qui fait le plus les frais de l'opération, puisque les crédits baissent de 32,7 % ! On voit mal comment Haby réussirait dans ces conditions son pari de «réduire les disparités locales en équipement de maternelles»...

De même, comment seront construits les fameux ateliers de technologie prévus par la réforme quand les crédits du second degré sont diminués de près de 10 % ?

Pour les universités la baisse est un peu moindre : 6,5 %. Au total, une politique de restriction de crédits si flagrante que la commission des finances de l'Assemblée nationale elle-même n'a pas osé l'entériner.

Riviera : un étrange trou de 16 millions

Riviera, c'est connu, et les panneaux publicitaires dans les wagons de métro sont là pour le rappeler, est la première entreprise française dans le domaine de la fabrication des bacs à plantes vertes. C'est une affaire qui marche tellement bien que son chiffre d'affaires tourne autour de 100 millions et que son taux de croissance se situe autour de 18 %. Pourtant, on vient de découvrir dans la comptabilité un trou de 16 millions !

La direction de «Riviera» ne s'en serait pas aperçue, alors que l'affaire avait commencé il y a 5 ans !

Pour Colette Allard, responsable de la comptabilité et «suspect numéro un», les faits dont il est fait mention... sont à imputer aux vrais responsables qui les ont fomentés puis dénoncés comme n'étant pas de leur fait. La direction de Riviera parle de menaces de licenciements actuellement. Ne serait-ce pas un moyen de chantage pour qu'on étouffe l'affaire ?

Informatique et libertés : une loi dérisoire

LA FRANCE MISE EN FICHES

« L'informatique n'est pas neutre. Elle est d'abord au service des puissants ». Faut-il que cette constatation soit devenue une banalité pour qu'elle soit faite par le très officiel Bernard Tricot, rapporteur de la Commission Informatique et Libertés. Le gouvernement prétend préserver les Français des dangers que recèlent les fichiers gérés par ordinateurs, en présentant dès mardi à l'Assemblée nationale un projet de loi « Informatique et Libertés ». Se limitant à la proposition d'un « Conseil des sages » sans aucun pouvoir, et à la possibilité théorique pour les individus de faire rectifier des fichiers les concernant, il laissera les mains quasiment libres aux utilisateurs de fichiers, qu'ils soient services publics ou entreprises privées.

Les fichiers existent depuis longtemps, que ce soit à la police, à la sécurité sociale, ou dans les banques. Mais le passage de la fiche cartonnée à la gestion par ordinateur en bouleverse l'utilisation. Pourvu que les mémoires électroniques soient suffisamment importantes, il est possible d'y insérer beaucoup plus de données, et surtout de rassembler en un fichier uni-

que ce qui auparavant était dispersé. Ainsi, l'INSEE a rassemblé ses données individuelles dans un unique fichier, « SAFARI ».

Dans un deuxième temps, les utilisateurs de fichiers, c'est-à-dire les possesseurs ou les locataires d'ordinateurs, peuvent utiliser en même temps plusieurs fichiers, légaux ou non.

Concrètement, prenons l'exemple d'un salarié qui

n'aura pas conservé les fiches de paye dix ans après un emploi. Une erreur dans la mise en mémoire du fichier Sécurité sociale, ou même INSEE peut se révéler catastrophique. « Vous n'avez pas cotisé à telle caisse, ou votre salaire était plus élevé que vous ne le dites... » pourra-t-on lui dire. En admettant que le projet de loi permette effectivement de faire corriger une fiche individuelle, quelle preuve pourra apporter ce travailleur vis-à-vis du fichier informatique qui lui sera considéré comme une véritable preuve ?

Si les erreurs peuvent aboutir à des situations inextricables, l'utilisation systématique de données, unifiées par le fichier SAFARI de l'INSEE, est inquiétante. L'Allemagne, qui possède quelques lon-

gueurs d'avance dans cette voie, nous en donne un avant-goût. Ainsi, un jeune homme s'est vu soupçonné de liens avec la RAF, parce que plusieurs années auparavant, lors de l'enlèvement de Lorentz, il avait été dénoncé lors d'une émission de télévision par un voisin mal disposé. Tout avait été enregistré, et noté sur un fichier unifié...

Déjà des sociétés se spécialisent dans la location de fichiers. A Grenoble, le fichier de la télévision (pour les redevances) avait été volé, et était revendu à des entreprises de démarchage. On peut dès lors imaginer d'autres possibilités. Qu'un employeur se procure un bout du fameux FGR, « fichier général des références », qui permettra de savoir à propos de toute personne si elle est déjà connue des services de police...

CES Pailleron : procès des enfants

Les vrais responsables ne sont pas là

Mercredi et jeudi se tient à huis-clos le procès des deux jeunes incendiaires du CES Pailleron. L'incendie avait fait, en février 1973, vingt-sept morts parmi les jeunes enfants d'une classe de musique. Patrick et Marc, eux-mêmes collégiens, avaient mis le feu à une corbeille de papier, pensant le CES vide. En quelques minutes, la structure métallique légère se pliait sous les flammes, et les revêtements dégageaient des gaz toxiques. Les parents des jeunes victimes, avec un courage et une ténacité exemplaires menèrent leur propre enquête, empêchèrent la démolition hâtive des débris du bâtiment, et désignèrent les plus lourdes responsabilités : celles de ces hauts fonctionnaires qui n'ont pas hésité à modifier le cahier des charges des constructions scolaires pour acheter des préfabriqués qui se sont révélés de véritables pièges. Déjouant les manœuvres les plus odieuses, l'association des parents a réussi à obtenir l'inculpation d'un haut fonctionnaire de l'époque. Mais elle a toujours demandé que le procès des enfants ne soit pas dissocié de celui des véritables responsables. Or, ce dernier n'est toujours pas fixé.

Assurément, les multiples reports de leur procès pèsent aux deux jeunes inculpés. Mais lorsqu'on sait que le ministre de l'éducation nationale de l'époque est aujourd'hui ministre de la justice, ne peut-on craindre que, une fois, les enfants jugés éventuellement comme boucs émissaires, le véritable procès ne s'enlise complètement ?



Le CES Vincent d'Indy à Paris : construit sur le même type que le CES Pailleron, il a fait la rentrée 1977.

L'affaire Marlinge

UNE ESCROQUERIE A VASTE ÉCHELLE CONTRE LES FAMILLES POPULAIRES

Le tribunal de Grande Instance de Bourgoin-Jallieu, a examiné les 29 et 30 septembre ce qu'il est convenu d'appeler « l'affaire Marlinge ». De quoi s'agit-il ? La société Marlinge qui vendait des appareils électro-ménagers ou des meubles faisait, par le biais de ses démarcheurs, depuis pas mal de temps dans la région de la Drôme et de l'Isère, des « porte à porte » pour vendre ses produits. Les démarcheurs opéraient plus particulièrement dans les quartiers populaires et les nombreux villages de ces régions. La société Marlinge, proposait au contraire de ses concurren-

rents, des prix et des conditions de financement particulièrement avantageux.

En apparence du moins. Les représentants de la société Marlinge faisaient en fait signer aux familles populaires qu'ils avaient choisies particulièrement, des contrats de location-vente couvrant à la fois des commandes qui étaient effectivement livrées et d'autres qui ne l'étaient pas. Pour que les escroqueries ne soient pas découvertes, les démarcheurs s'arrangeaient pour récupérer les souches des mandats indiquant la somme payée ainsi que le nombre de commandes

passées à chaque fois. Le tour était joué. C'est quand la société déposa son bilan, que l'escroquerie fut découverte dénoncée par les familles victimes de Marlinge.

Marlinge en effet poussant l'escroquerie encore plus loin, et ne manquant pas de cynisme, somma ses clients de lui verser, cette fois directement, des sommes d'argent... sur des produits qui n'avaient même pas été commandés. Le procureur a réclamé contre la société des peines assez sévères.

Mais on ne saura pas avant trois mois la décision du tribunal.

Poitiers

La municipalité de gauche augmente les impôts locaux

La feuille d'impôts locaux pour 1977 vient d'être envoyée. La liste des « sommes à payer » pour ce mois de septembre s'allonge encore. Cet impôt s'ajoute à celui sur le revenu, aux frais dus à la rentrée des classes, aux notes de gaz et d'électricité.

Les familles nombreuses qui ont besoin d'un grand appartement sont frappées par l'injustice des impôts : -500 F pour un F 2, en HLM comme c'est le cas pour une famille de chômeurs sans revenus, à Bel Air.

-800 F pour un F 4, c'est vraiment trop !

Ce ne sont pas les services de cars, absents le soir et le dimanche qui justifient de telles sommes !

Pour aller à la Sécurité sociale, en venant de St-Cyprien il y a un service de bus mais... pas pour revenir !

Ce ne sont pas non plus les lieux de réunions, de distractions (cinéma et autres) qui ont engouffré des millions. Par contre, très

vite s'installent des locaux pour les flics pour surveiller les jeunes qui, dans les quartiers, sont sans lieu de rencontre, sans local et souvent au chômage.

Rien n'est fait pour nous, cependant on nous demande de payer : pour le marché, pour le parking souterrain, pour la nouvelle trésorerie des impôts, luxueuse d'ailleurs ; pour la rue piétonne qui profite aux gros commerçants du centre. On nous demande de payer pour des routes et rocade qui convergent vers les hypermarchés (Rallye-Leclerc). Ceux-là tirent un bénéfice certain de telles constructions qui se chiffrent en millions !

Et notre nouvelle municipalité de « gauche » qui se préoccupe « tant » des intérêts sociaux ? C'est elle qui nous gruge le plus en établissant un taux d'impôts de 17,5 %. Pourtant ce sont bien ces gens du conseil municipal qui ont décidé du montant de cet impôt !

Correspondant

Humanité-Dimanche «spécial entreprises»

A partir du 19 octobre, huit pages spéciales seront introduites dans l'*Humanité-Dimanche*, donnant ainsi vie à l'*Humanité-Dimanche spéciale entreprises*. Ce nouvel élément dans l'arsenal publicitaire du PCF ne fait que confirmer la volonté de ce parti de conforter vis-à-vis du parti socialiste, son implantation dans les entreprises. Le PCF présente cette initiative comme une réponse à l'offensive de la réaction, par l'intermédiaire du CNPF et de ses 8 000 permanents, dans les lieux de travail. Mais il ne fait aucun doute que le souci immédiat du PCF est bien aussi de consolider des points d'appui dans sa rivalité avec le PS, faiblement implanté dans les usines.

Feuille quotidienne du PS

Le parti socialiste vient de faire connaître qu'il publiera quotidiennement une feuille, « la lettre de l'Unité », destinée aux journalistes et aux milieux politiques. Cette publication sera dirigée par deux membres importants de ce parti : Georges Fillioud, membre du bureau exécutif, et Claude Estier, secrétaire national et directeur de l'*Unité*. Le rôle de cette « lettre » quotidienne sera exclusivement de donner les positions du parti socialiste au jour le jour ; sans aucun doute, elle est comprise comme une arme nouvelle qu'il se donne dans sa guerre contre le PCF.

Sections RPR d'universités

Le délégué à la jeunesse du RPR, Gérard Kuster, a annoncé que le RPR va se lancer à l'assaut des universités : « Il faut rétablir l'équilibre et ne pas laisser seulement la parole aux comités du genre UNCAL (PCF) ou aux enseignants de gauche ». Un délégué chiraquien sera nommé dans chaque université, et il sera chargé de créer une section.

POLITIQUE

Escalade
dans la vulgarité
du PCF

Sous prétexte de tenir un langage « populaire » et « simple », les dirigeants du PCF nous ont déjà souvent habitude à bon nombre de formules scabreuses dont l'humour grossier égal la vulgarité. Mais dans le domaine de la vulgarité et de la grossièreté, il semble bien que René Andrieu, éditorialiste de l'*Humanité*, a, dans le numéro de mardi, battu tous les records ; reprenant sa chronique quotidienne contre Mitterrand, il en vient à « expliquer » : « Il ne viendrait pas à MM. Servan Schreiber, Lecanuet ou Giscard d'Estaing l'idée de nous dire, comme ils le font à d'autres : « Viens chez moi, chéri, j'ai une belle collection d'estampes suédoises » !!

Percée du CERES
en Côte d'Or

Des remous importants ont secoué la fédération de la Côte d'Or du parti socialiste, lors des désignations de ses candidats aux prochaines élections législatives. La minorité du PS, le CERES, y a fait une percée inattendue : par 116 voix contre 22 dans la première circonscription de Dijon, et par 120 contre 50 dans la deuxième, les candidats de la majorité du PS se sont faits battre par des membres du CERES. C'est surtout la deuxième circonscription qui a créé la surprise, car le candidat de la majorité n'était autre que le premier secrétaire départemental du parti socialiste ! Ces votes contredisent l'infériorité numérique du CERES dans la Côte d'Or : il ne représenterait en effet que quelque 30% des adhérents.

En quête de réponses

Le secrétaire d'État aux collectivités locales s'est rendu dans l'Est de la France, pour y mener une tâche périlleuse : il vient de battre le rappel chez les maires pour que ceux-ci répondent au questionnaire, qui commence à dater, du gouvernement. Ce dernier avait, en effet, posé 15 questions, dans le cadre de « l'évolution de l'administration locale » ; seule une dizaine de maires, sur les 900, ont jusque là répondu, alors que la date limite est fixée au 15 octobre. Le temps presse !

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



A nos correspondants

Depuis le 1er septembre, le *Quotidien du Peuple* a été contraint de modifier ses heures de tirage en fonction de la mise en place progressive de la télé-impression dont notre journal ne peut bénéficier : il n'y a qu'une édition du soir, imprimée vers midi.

Dans ces conditions, nous soulignons auprès de nos correspondants que les articles téléphonés après 8 heures du matin (sauf pour un événement exceptionnel à 10 h 30 pour une correspondance brève) ne peuvent pas passer dans cette édition, diffusée l'après-midi à Paris et le lendemain matin en province.

Sauf pour les exceptions que nous venons d'indiquer, nous invitons nos correspondants à téléphoner entre 14 heures et 19 heures.

A propos de «Politique»

QUAND MITTERRAND
SE REFAIT UNE MÉMOIRE

● Comme l'habit ne fait pas le moine, le recueil de textes ne fait pas le penseur ou le théoricien. Il suffit de parcourir la grosse compilation appelée «Politique» pour s'en apercevoir. Ce livre de 582 pages regroupe des textes divers écrits ou prononcés en discours par Mitterrand depuis près de 30 ans, puisque le premier de ces textes est issu d'une revue d'étudiants, «la revue Montalembert», et date de 1938. La date de parution de l'ouvrage n'est déjà pas un hasard : «Politique» arrive au point à un moment où il importe de donner l'image d'un premier secrétaire du PS depuis toujours au service de la gauche, depuis toujours du côté du peuple, subordonnant depuis toujours les simples questions politiques aux intérêts majeurs de ce pays, élevant depuis toujours le débat politique à sa dimension philosophique.

Cette «hauteur de vue» est pourtant mise à mal dès le préambule : Mitterrand jure ses grands dieux qu'il n'est pour rien dans la sortie du livre, qu'il ne s'agit là que d'une initiative de son éditeur. Ce serait donc uniquement par simple souci d'efficacité si c'est l'entourage direct de Mitterrand qui a soigneusement sélectionné et ordonné les différents textes présents...

C'est d'ailleurs une justi-

ce que l'on peut rendre à l'équipe qui a pris en main le livre : le découpage est bien fait, et évite pour une bonne part les multiples écueils qui se présentent devant les zélés de Mitterrand : respecter l'ordre chronologique eût été désastreux pour eux, il aurait trop mis en évidence les méandres de la politique mitterrandiste, son passé colonialiste, ses divers tripataillages, ses manœuvres multiples, ses reniements suc-

cessifs. La méthode choisie consiste donc à citer les textes d'époque (eux mêmes, sélectionnés en fonction du présent) quand il ne sont pas trop marqués, et à les nuancer, voire à les corriger, en citant des textes largement postérieurs, là où Mitterrand refait l'histoire à sa façon. Pour ne prendre que cet exemple, l'activité ministérielle de Mitterrand sous la quatrième république est évoquée par quelques textes d'époque, mais aussi par de larges extraits d'un de ses livres, «Ma part de vérité», paru en 1969. Comme le dit l'auteur, «je dois à ce livre une mémoire neuve de ma propre existence»...

Mitterrand peut toujours essayer de se fabriquer une nouvelle mémoire, les faits sont là, eux, et rien ne peut les falsifier.

«Politique» utilise un texte publié dans la revue *France* en décembre 1942, où Mitterrand décrit sa captivité. C'est tout. En fait, ce texte comprenait deux parties : la description de la captivité effectivement, mais aussi un ardent éloge du «retour à la terre» cher à Pétain. Il est vrai que la revue *France* était une revue pétainiste bon teint, et que les textes publiés étaient soigneusement passés au crible de la censure fasciste. Mitterrand a écrit dans cette revue, c'est un fait qu'aucune falsification ne pourra faire oublier.

«Politique» publie des textes et discours de Mitterrand au temps où il était ministre d'outre-mer, ou bien ministre de l'intérieur. Le titre du chapitre s'intitule : «la force et la guerre, ou la justice et la paix». Evidemment, on voudrait nous présenter un Mitterrand favorable au deuxième terme. Pourtant, encore une fois les faits sont là. Est-ce une inattention, ou la confirmation d'une idée fixe, il y a

même le texte du discours de Mitterrand devant l'assemblée nationale le 12 novembre 1954, c'est-à-dire au lendemain de l'insurrection des patriotes algériens : «je ne puis deviner l'avenir, mais je puis exprimer une volonté : tout sera réuni pour que la force de la nation l'emporte en toutes circonstances, quelles que soient les difficultés, quelle que soit la difficulté de la tâche qui s'impose à nous. (...) Des Flandres au Congo, partout la loi s'impose, et cette loi est la loi française (...) L'Algérie, c'est la France. Et qui d'entre vous, mesdames et messieurs, hésiterait à employer tous les moyens pour préserver la France ?»

Mitterrand se plaît à se présenter comme une sorte de père de l'union de la gauche, animé d'un esprit «unitaire» qui se manifeste en toute circonstance ; en effet, pas une ligne de «Politique» n'attaque le PCF, pas une ligne qui puisse donner des arguments au PCF dans sa polémique d'aujourd'hui. Encore une fois, quel habile découpage !

La brochure de l'USDR, parti de Mitterrand, et daté de 1949, ne figure évidemment pas dans le recueil ; on aurait pu y lire : «L'USDR entend mener la lutte contre le communisme sur tous les plans ; démasquer sans répit ses mensonges, utiliser contre lui les lois existantes, au besoin les compléter, en particulier prononcer l'incompatibilité entre l'appartenance au parti communiste et l'exercice de fonctions administratives d'autorité ou de sécurité».

Complaisant par rapport aux thèses pétainistes de retour à la terre, colonialiste invétéré, anti-communiste farouche, Mitterrand ne voit pas de contradiction entre son attitude passée et ses positions d'aujourd'hui. Donnons-lui en acte. Il reste que le Mitterrand d'aujourd'hui est beaucoup plus diffus dans ses pensées, beaucoup moins net dans ses déclarations. C'est qu'il a une position électorale à défendre, et «Politique» est une merveille dans le genre attrape-électeur : on a droit à toutes les dissertations sur le sentiment de «responsabilité», sur le fanatisme, sur la foi, sur «l'âme musulmane et l'âme catholique», etc..

N'est-ce pas l'image typique d'un politicien social démocrate, chargé d'un lourd passé de gestionnaire des intérêts de la bourgeoisie, et qui fait le dos rond aujourd'hui pour reprendre du service demain ?

Nicolas DUVALLOIS



Du côté de l'extrême-droite

Divisions
et préparation pour 78

En marge des partis de droite les plus connus, les politiciens s'agitent de plus en plus à l'approche des législatives. C'est ainsi que Royer, le maire de Tours qui fait cavalier seul avec ses thèmes «sociaux», a réuni 3 000 personnes dans sa ville, pour souhaiter «un mouvement d'unité nationale destiné à rétablir un Etat juste et fort». Royer n'entend pas créer aujourd'hui un nouveau parti politique, mais il se réserve le droit de soutenir tel ou tel candidat fascisant, et ce à

travers toute la France. Par ailleurs, le Front National de Le Pen, le parti des forces nouvelles ont annoncé qu'ils représenteraient des candidats aux élections. Le PFN envisage de se désister au second tour pour les candidats de la «majorité», tandis que Le Pen entend combattre la politique giscardienne autant que celle de la gauche. Le Pen considère d'ailleurs que le PFN «est l'appendice du RPR de Chirac». Tous deux soutiennent cependant la ten-

tative de Furnon le patron poujadiste d'Alis de créer lui aussi un groupuscule fasciste. Ajoutons dans la rubrique des groupuscules, que les giscardiens entendent se donner une nouvelle organisation de jeunes, appelée «Autrement, le mouvement des jeunes giscardiens». Contrairement à son ancêtre «génération sociale et libérale», le nouveau groupuscule souhaite être composé de «jeunes de 18 à 23 ans».

Le congrès des élus républicains

UNE UNITÉ DE FAÇADE

● La Fédération nationale des élus républicains municipaux, cantonaux et régionaux (FNERMCR) a tenu son congrès le week-end dernier à Arles. Cette fédération regroupe la grande majorité des élus de l'union de la gauche. On pouvait donc s'attendre à une grande explication sur tout ce qui oppose les partis de gauche au sein des municipalités ou des conseils généraux, en liaison avec la querelle au plan national.

Il n'en a rien été, du moins officiellement. Les élus républicains ont appliqué la vieille tactique qui consiste à dissimuler ses divergences pour critiquer autre chose, et cet autre chose a été la réforme des collectivités locales préconisée par le gouvernement.

On sait que cette réforme est issue directement du rapport Guichard et consiste en un regroupement des communes, soit dans des districts urbains, soit dans un regroupement organique des petites communes rurales. Le Ministre de l'Intérieur Bonnet a envoyé à ce sujet un questionnaire aux 38 000 maires de France, questionnaire qui doit être envoyé le 15 octobre. Les élus de gauche ont décidé de ne pas répondre à ce questionnaire, si ce n'est sous la forme d'une lettre collective adoptée à l'una-

nimité au congrès d'Arles et qui dénonce en particulier «le choix qui est fait de transformer les collectivités locales en collecteurs d'impôts».

Pas un mot donc sur les divisions qui secouent les municipalités de la «gauche unie». Celles-ci sont pourtant nombreuses, et concernent, de manière ouverte ou non, l'ensemble des municipalités où l'équilibre est instable. Les problèmes se posent dans des termes différents dans les vieilles municipalités dominées largement soit par le PCF, soit par le PS comme à Marseille. Dans la plupart des cas, l'unité électorale en mars 77 s'est faite in extrémis, et suivant le rapport de forces du moment. Pas étonnant donc que cette unité factice ait volé en éclat dès l'automne, au moment où

les communes adoptent leur budget. Sur 221 villes de plus de 30 000 habitants, il y en a plus de 50 où le budget n'a pas été adopté à l'unanimité.

La désunion s'est concrétisée de multiples manières : dans l'attitude à adopter vis-à-vis des partis de droite au sein des communautés urbaines, comme à Lille ou à Bordeaux ; dans l'attitude à adopter vis-à-vis des luttes, comme à Nantes avec la grève de Dubigeon ; dans les problèmes de gestion de la municipalité, comme à St Priest ou à St Étienne avec l'affaire Manufrance ; dans les «vœux politiques» comme à Thionville ou Hagondange à propos de la nationalisation de la sidérurgie, avec les rebondissements que l'on connaît, et même sur des questions plus secondaires, comme à Valauris, où la gauche s'est divisée sur la mutation d'un employé municipal membre du PCF, accusé de passer plus de temps pour son parti que pour son travail.

Encore ne s'agit-il là que d'exemples connus, qui ont motivé des prises de positions publiques contra-

dictoires. On pourrait citer par ailleurs les âpres luttes qui ont eu lieu au sein des conseils municipaux de gauche pour la désignation des grands électeurs pour les sénatoriales.

En fait, les divisions au sein de ces conseils municipaux correspondent à un double mouvement : d'une part, le poids des discussions d'états-majors nationaux pèsent lourdement, et l'échec actuel de la négociation du programme commun amène une tension vive ; d'autre part, les municipalités sont confrontées à des problèmes de gestion directe. Sur chaque point, à l'échelle locale, les projets politiques divergents entre PS et PCF se retrouvent.

Même sur la réforme des collectivités locales, l'unité n'est qu'apparente. La preuve en est qu'aucune proposition n'est ressortie du congrès des élus républicains. «C'est du ressort du congrès des élus», disait-on à Arles. Une manière comme une autre d'éviter, provisoirement, un nouvel affrontement dans les municipalités.

Poher réélu

Pour la quatrième fois, Alain Poher a été réélu président du Sénat. C'est le résultat de la première journée de la rentrée parlementaire. Il a obtenu, dès le premier tour, 192 voix contre 65 à Marcel Brégégère du PS et 23 à Fernand Lefort du PCF. Il y avait 287 votants sur 295 membres.

manifeste

pour le socialisme

PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE
Marxiste-LéninistePASSEZ VOS COMMANDES 8 F
+ 2 F DE PORT

LA GAUCHE INSTALLÉE DANS SA CRISE

Multipliant les réunions publiques dans les différentes régions, qui relayent le meeting de la porte de Pantin de la semaine dernière, le PCF a fort à faire pour rassurer ses propres militants. Non pas tellement que ceux-ci remettent en cause l'analyse qui est faite du PS, parti social-démocrate toujours prêt à glisser à droite, mais parce que l'affirmation brutale à six mois des élections, de la nature de ce partenaire de l'Union de la gauche ne laisse aucune autre perspective de rechange. Parce qu'en l'affaire, les explications du PCF sont pour le moins peu convaincantes : parce que si le PS est dénoncé à juste titre comme un parti bourgeois, pourquoi Marchais offre-t-il comme seule perspective aux travailleurs depuis 15 ans «l'union de la gauche» ? Cette question, les dirigeants du PCF la laissent évidemment sans réponse. Aussi tentent-ils de biaiser : le PS de 77 aurait changé et ne serait plus le PS 1972. Comme si le ravalement du PS après le début des années 70 était autre chose qu'une opération tactique destinée à tromper les travailleurs et à reconstituer le potentiel électoral socialiste complètement effrité dès la fin des années

60. Mais cela, Marchais ne veut pas l'expliquer, et pour cause, car cette opération tactique n'a pu réussir qu'avec l'aide du PCF lui-même : sans programme commun signé en 1972, sans le label de gauche délivré par le premier parti de gauche en 72, c'est-à-dire le PCF, le PS n'aurait pu réussir aussi nettement la poussée qu'il a effectuée.

Eludant ces questions gênantes, éludant les raisons précises qui l'ont poussé à regonfler la social démocratie, parce que c'était le seul moyen pour eux d'accéder un jour au gouvernement, et d'essayer d'y mettre en œuvre leur projet de capitalisme d'État, les dirigeants du PCF se lancent à corps perdu dans des diatribes contre l'«allié socialiste qui aurait changé», contre «la main de Bonn»... Et dans une pleine page de l'«Humanité», mardi, le PCF revient encore sur la question des filiales, répondant à des lettres «spontanées» de lecteurs. Tous les tours de passe-passe sont autorisés dans les réponses : ainsi le PCF indique que refuser de nationaliser les filiales majoritaires, en nationalisant seulement les avoirs des neuf groupes, c'est de l'étatisme (!) puis-

● Mercredi, réunion du comité central du PCF, samedi réunion du comité directeur du PS ; la querelle de la gauche, bien installée maintenant, a peu de chances de se dénouer d'ici là. Chacun des partis s'installe dans la crise et, semble-t-il, affine ses armes pour aller, le cas échéant, séparément aux urnes avec un accord minimum. Les dernières interventions socialistes mettent l'accent sur la nécessité de maintenir le cap à gauche, en ignorant le PCF. Celles de ce dernier tentent surtout, en maintenant la pression sur leur «allié» socialiste, de justifier l'attitude de sa délégation sur les nationalisations.

qu'elle donnerait la voix prépondérante au représentant de l'État. Une manière comme une autre d'indiquer que le PCF tient absolument à disposer de représentants à l'intérieur des conseils d'administration de ces filiales, présentés comme «représentants» des travailleurs. On en revient toujours au cœur du problème pour le PCF : disposer du maximum de leviers de commande dans les entreprises, dans les ministères, pour installer ses hommes, et tenter de promouvoir le capitalisme d'État.

Pour le parti socialiste, les explications ne sont pas plus convaincantes. Pour eux aussi, c'est «l'autre» qui a changé, l'autre qui ne veut plus d'un accord. Et de lister, dans les journaux sociali-

sants, le catalogue des concessions faites par le PS pour prouver que le PCF ne cherchait vraiment pas à établir le compromis et recherchait avant tout un prétexte pour rompre. Ce faisant, le PS élude à la fois toutes les questions gênantes sur la liste des revendications qu'il se refuse à satisfaire au nom de la crise «qu'il ne faut pas sous-estimer» et à la fois toutes les questions sur les raisons de l'insistance du PCF à vouloir étendre les nationalisations, sur le projet de capitalisme d'État qui est celui de son partenaire. C'est que, pour Mitterrand et la majorité des dirigeants socialistes, l'heure n'est pas encore à la rupture ouverte avec le PCF. Certes, le programme commun de 1972 n'a constitué pour eux qu'un marche-pied pour reconsti-

tuer le potentiel électoral de la social-démocratie ; mais justement il faut d'abord encaisser toutes les plus-values électorales de cet accord, avant de songer à rompre. C'est non seulement le bénéfice électoral de l'opération qui est en jeu, mais aussi la crédibilité des leaders du PS, et l'unité de ce parti hétérogène. Décidés à se séparer du PC, dont ils mesurent l'antagonisme de son projet avec le leur, les dirigeants du PS n'envisagent de le faire qu'au terme d'un processus, après 78. En envenimant les relations avant l'heure, le PCF a contraint le PS à modifier quelque peu sa ligne de conduite. Refusant officiellement de polémiquer avec le PC, tout en s'affirmant comme partisan de l'union de la gauche, et du programme commun, le PS envisage sérieusement d'aller aux élections seul, avec un simple accord électoral avec le PCF. Il n'a de toute façon pas d'autre choix, si l'actualisation du programme commun n'est pas menée à bien. Aussi les dirigeants socialistes multiplient actuellement les déclarations dans ce sens pour parer à toute éventualité. Le gros problème de Mitterrand est d'assurer la cohésion interne de

son parti et d'en combattre les tendances centrifuges. A ceux des parlementaires qui lorgnent déjà plus qu'ouvertement vers la droite, Mitterrand a déjà répondu : «Ceux qui ne respecteraient pas la ligne unitaire se placeraient eux-mêmes en dehors du parti.» Mais c'est à ceux surtout du CERES, que la majorité du PS va avoir à faire. Les incidents Pariset à Thionville, le vote en faveur du PCF des élus du CERES du Val-de-Marne lors des dernières élections sénatoriales, l'attitude ondoyante du CERES sur la discussion de la nationalisation des filiales, le dernier coup de main du CERES dans la fédération de la Côte d'Or, tout cela indique la fragilité interne du PS et la marge de manœuvre réduite de Mitterrand à la tête de son parti.

Ainsi, l'Union de la gauche bien installée dans la crise semble, au delà de l'accord conjoncturel, qu'elle sera vraisemblablement obligée d'enterrer avant les élections de 78, est bien cassée. Les recollages qui interviendront n'arriveront pas à masquer des désaccords fondamentaux qui opposent les deux projets bourgeois.

INTERNATIONAL

Nouvelles
d'Afrique

L'amélioration du Tanzam

Les conseils des ministres tanzanien et zambien ont approuvé le nouveau budget du chemin de fer Tanzanie-Zambie. Construit en coopération avec la Chine, il permet le désenclavement de la Zambie, et son indépendance par rapport aux racistes rhodésiens. De ce point de vue, l'acquisition de nouveaux wagons permettra d'éviter l'engorgement du port de Dar-es-Salam qui avait été encombré par les marchandises à destination de la Zambie et que le niveau antérieur du trafic ne pouvait absorber.

Lesotho : un Etat
encerclé, en lutte pour
son indépendance

Le Lesotho est un petit Etat complètement enclavé dans l'Afrique du Sud. Ayant refusé de reconnaître l'Etat fantôme du Transkei, créé par les racistes de Pretoria, il est en butte actuellement aux difficultés de toutes sortes, notamment économiques, que lui crée le régime de Vorster. Pour lutter contre ce blocus, le gouvernement du Lesotho a décidé de développer son propre réseau de communications et de transports pour acheminer ses matières premières vers la capitale en vue de leur transformation et de leur exportation. Il a entrepris la construction d'une nouvelle route. D'autre part, il a demandé aux Nations Unies une aide exceptionnelle en céréales pour constituer une réserve de vivres au cas où les ressortissants du Lesotho qui travaillent en Afrique du Sud reviendraient au pays.

Bauxite : société mixte
Guinée-Nigéria

La Guinée et le Nigéria ont créé une société mixte pour la mise en valeur de la bauxite guinéenne. En effet, le Nigéria dispose d'importantes ressources énergétiques pour transformer le minerai en aluminium.

D'autre part, le Nigéria participe à un projet guinéen d'exploitation du minerai de fer du mont Nimba avec la Guinée, la Lybie, l'Algérie et le Libéria.

Après la déclaration
soviéto - US
récriminations
israéliennes

La déclaration commune américano-soviétique sur le Moyen-Orient a soulevé les récriminations d'Israël à l'égard des États-Unis. Le conseil des ministres israélien a qualifié la situation de très inquiétante. Mais c'est surtout la déclaration de Brzezinski qui vient remettre Israël à sa place. «Les États-Unis ont le plus grand intérêt à ce que le conflit trouve une solution, et pour cette raison, ils ont le droit légitime d'exercer leur propre pression pacifique et constructive pour obtenir un règlement». (...) Si Israël était menacé de mort (...) les États-Unis, même sans parler de sécurité, viendraient certainement à son aide». Les États-Unis ont brutalement rappelé à Israël qu'elle n'existait que par la volonté américaine et par conséquent devait s'y plier. Begin se demande : «La question est qui décidera quand Israël se trouve dans une telle situation». Du point de vue sioniste toujours parce que ses voisins sont des États arabes. Partant de là, Israël cherche à poursuivre son expansion, notamment par la colonisation de la Cisjordanie. Sept nouvelles colonies avaient été encore approuvées la veille de la déclaration soviéto-américaine. Cette politique gêne les USA, Israël devra plier. Aux États-Unis, la déclaration est violemment attaquée par le «lobby israélien». Carter a invité Dayan à se rendre à nouveau aux États-Unis dans la journée de mardi.

Report du procès de Klaus Croissant

«LA RFA N'A JAMAIS
SÉRIEUSEMENT ROMPU
AVEC LE NAZISME»

accuse l'avocat allemand

Les juges de la Chambre d'accusation de la Cour d'appel de Paris ont reporté à huit jours le débat sur la demande d'extradition de Klaus Croissant, ancien avocat des prisonniers politiques en Allemagne, arrêté alors qu'il s'était réfugié à Paris, sur demande expresse de la police allemande.

Le motif : une panne de la photocopieuse du Palais qui empêchait de reproduire le dossier de Croissant pour le transmettre aux avocats.

Cette audience eut de troublants points de comparaison avec les méthodes employées dans les affaires politiques en Allemagne.

M^e Nordmann avocat de Croissant dénonça «Cette audience publique a lieu sous le régime de la liberté surveillée, les identités des personnes admises dans cette salle ayant été notées. Quiconque manifeste de l'intérêt pour ce procès est désormais fiché». Une fois fichée, la personne venue suivre les débats n'était pas assurée de pouvoir accéder à la salle d'audience trop exigüe pour recevoir un véritable public. L'audience fut marquée par l'annonce que la police allemande venait de déposer un nouveau mandat d'arrêt contre Klaus Croissant. Celui-ci aggrave les accusations portées contre l'avocat sans appor-

ter rien de nouveau. Les avocats n'ayant pu avoir accès aux pièces nouvelles ainsi portées au dossier dénoncèrent cette nouvelle tracasserie faite à la défense et demandèrent le report des débats à huit jours. Les juges rejetèrent donc les débats à huit jours, invoquant notamment une panne de photocopieuse.

M^e Klaus Croissant tint à faire devant le tribunal une importante déclaration où il décrit les circonstances dans lesquelles son extradition fut demandée par Bonn.

«Le 15 août, la nuit même de l'évasion de l'ancien colonel SS Kappler, mon cabinet à Stuttgart fut piastiqué... Au même moment 48 prisonniers du mouvement de résistance allemande appartenant aux groupes «Fraction Armée Rouge»

et «2 juin» entamaient une grève de la faim et de la soif parce que le gouvernement allemand avait décidé de mettre fin à leur regroupement... J'ai informé 5 journalistes de la presse française, le 25 août, pour alerter l'opinion publique contre le gouvernement allemand qui profitait d'une grève de la faim et de la soif pour assassiner les prisonniers politiques en RFA... J'ai exprimé mon opinion sur le fait que ce sont les structures très spécifiques de la RFA et, parce qu'elle n'a jamais brisé sérieusement avec le nazisme, qu'il y a eu résurgence d'un mouvement de résistance armée. Le risque pour moi était évident et calculé, mais je ne pouvais et ne voulais pas me taire.»

Il dénonça également la récente loi votée au Bundestag qui interdit toute liaison entre les avocats et leurs clients : «Il est désormais impossible de savoir quels traitements ils subissent». Il exprima son inquiétude devant le fait que la police exhibe «des milliers de lettres qui ont suggéré de tuer tous les prisonniers l'un après l'autre si Schleyer n'était pas libéré».

ALLEMAGNE

DEUX
ARRESTATIONS
A LÜBECK

La police allemande a arrêté deux personnes, alors qu'elles rentraient au Danemark, comme suspects de l'enlèvement de Schleyer. Les principales charges contre elles sont leurs relations : Rose-Marie Priess est une ancienne employée de l'avocat de Hambourg Kurt Groenewold, frappé d'interdiction professionnelle parce qu'il défendait les prisonniers politiques ; Volker Speitel, qui l'accompagnait, est le mari d'Angelika Speitel, recherchée par la police allemande sous l'accusation d'avoir participé à deux opérations terroristes.

Elles émanaient des mêmes qui ont envoyé des fleurs et des télégrammes de félicitations après l'évasion de Kappler.

En Italie

PROJETS
DE LOIS RÉPRESSIVES

L'activité déployée actuellement par les organisations fascistes, leurs attentats et assassinats servent de prétexte à la démocratie chrétienne pour prendre l'initiative de toute une série de projets de loi restreignant les libertés démocratiques. Au nom de «la lutte contre tous les extrémismes» cet arsenal de loi vise de fait les révolutionnaires et les masses populaires.

Les projets de lois anti-démocratiques, doivent être ratifiés par le Parlement. La démocratie chrétienne et le PCI ont déjà donné leur accord. Parmi les mesures projetées, citons notamment : désormais la détention provisoire qui, jusqu'à présent nécessitait une autorisation judiciaire, sera laissée totalement à la discrétion de la police. Jusqu'ici, le procureur de la République devait être prévenu dès le début d'une détention. Désormais, il pourra s'écouler un délai de 96 heures entre le début de la détention et l'information du procureur, 96 heures durant

lesquelles par exemple un manifestant pourra être soumis à interrogations. L'interrogatoire, non seulement pourra être mené en l'absence d'un avocat mais, la déposition obtenue dans ces conditions et jusqu'à présent jugée irrecevable du point de vue judiciaire, pourra le devenir après deux jours de détention. D'autre part, les forces de police et de gendarmerie disposeront d'un droit quasi-illimité pour les écoutes téléphoniques, dont aucune, à l'avenir, ne serait soumise à une autorisation judiciaire préalable.

Tandis que cette politique du «maintien de l'ordre» a l'aval des deux principaux partis du «compromis historique», au sein de celui-ci la démocratie chrétienne entend utiliser à son profit les activités fascistes.

Récemment, le MSI d'Almirante, et des groupes pro-nazis, évoquaient au cours d'une réunion la perspective d'une bataille ouverte contre l'accord DC-PCI. La démocratie chrétienne qui estime ne pas être assez forte dans

l'état actuel des choses, pour gouverner seule, voit dans les activités fascistes un moyen de pression sur son rival du «compromis» pour lui faire cautionner largement la politique de la droite. Ainsi, «l'Unità» l'organe central du PCI, qui, dans ses commentaires de lundi renvoie dos à dos fascistes et révolutionnaires, s'oppose à tout mouvement de masse contre les activités fascistes, et affirme qu'on ne peut opposer au fascisme que «la force de l'unité du compromis». Tirant prétexte du fait que certains mouvements comme «Autonomia Operaia» n'envisagent que la perspective du terrorisme contre une société qu'ils caractérisent comme «déjà fasciste», le PCI condamne toute contestation de la politique actuelle. Les «initiatives» du PCI vis à vis des fascistes sont assez significatives du point où en est arrivé ce parti : ainsi le député PCI de la région de Rome, Antonello Trombadori, qui s'était distingué en 1944 à la tête des maquis anti-fascistes vient après avoir réclamé à plusieurs reprises l'interdiction d'organisations d'ex-

trême gauche, de demander poliment au parti MSI qu'il dissolve sa section, responsable de la mort de Walter Rossi !

En même temps qu'il sabote toute activité anti-fasciste, le PCI, par sa politique qui n'offre aucune perspective d'émancipation aux masses italiennes, laisse la porte ouverte à la démagogie de l'extrême droite. Celle-ci à l'heure actuelle, intensifie sa propagande surtout parmi le sous-prolétariat des banlieues et du Mezzogiorno, et tente de reconquérir le terrain perdu aux élections de 75 pour en revenir à une situation comme en 72, où en certains lieux comme Reggio de Calabre, elle recueillait aux élections, pas moins de 25% des voix.

Cette recrudescence de l'activité fasciste contribue à approfondir le fossé qui sépare les forces du «compromis historique», des forces révolutionnaires et d'une large partie du mouvement des masses.

Correspondant

INDE : Indira GANDHI en jugement mardi

RÈGLEMENT DE COMPTE A NEW-DELHI

Après avoir été arrêtée dans la journée de lundi, Indira Gandhi était relâchée sous caution mardi matin. Elle devait répondre devant le tribunal dans la journée de mardi des accusations de corruption et d'abus de pouvoir.

L'arrestation de l'ex-premier ministre indique un infléchissement plus marqué de la politique indienne par rapport à la ligne de conduite antérieure. Mais pourquoi cette arrestation ? Indira Gandhi représentait-elle aujourd'hui un réel danger pour le pouvoir de ceux qui lui ont succédé ? Si l'arrestation de celle dont les liens avec l'URSS étaient connus confirme une certaine réorientation de la politique étrangère de l'Inde ; ne s'agit-il pas aussi pour la coalition hétéroclite au pouvoir d'en faire un bouc-émissaire afin de masquer l'incapacité à répondre au mécontentement des masses, à résoudre les graves problèmes économiques et sociaux du pays ?

L'arrestation de celle que ses adversaires appelaient «madame Dictator» vient à la suite de son échec retentissant aux élections de mars dernier. Son échec est celui du Parti du Congrès qui, depuis la proclamation de l'indépendance, préside durant trente années, aux destinées de l'Union indienne, et qui, pour la première fois, se retrouvait minoritaire au Parlement. C'est la fin de toute une période de relative stabilité politique durant laquelle le Parti du Congrès symbolisait l'unité des différentes classes possédantes indiennes : grande bourgeoisie industrielle et d'affaires, propriétaires terriens, bureaucratie... En mars 77, c'est par une coalition de partis bourgeois décidés à

faire valoir des choix différents en matière de politique intérieure et de politique étrangère, et essayant d'utiliser pour cela le mécontentement populaire, qu'Indira Gandhi a été battue.

DEUX PROJETS RIVAUX

Le nouveau premier ministre, issu des élections, Morarji Desai s'opposait dès 1969, à Indira Gandhi, pour la direction du Parti du Congrès. L'enjeu de cette rivalité portait, pour l'intérieur, sur l'extension ou non du secteur nationalisé, la «gauche» du Congrès étant partisane avec Indira Gandhi, du renforcement du capitalisme d'Etat, tandis que la «droite» avec Desai, se déclarait

partisan de la «libre entreprise». En Inde, pays encore largement marqué par des relations de dépendance, les choix de politique intérieure sont étroitement liés aux choix en matière de politique étrangère.

Ainsi, pour renforcer leur position, les tenants du capitalisme d'Etat n'hésiteront pas à faire largement appel à «l'aide» soviétique. C'est au moment où Indira Gandhi se proposait d'élargir le champ des nationalisations et s'engageait dans un rapprochement avec l'URSS, en 1969, que Desai organisera une scission du Parti du Congrès et créera le «Congrès O», une des futures forces motrices de la coalition qui a depuis accédé au pouvoir.

ISOLEMENT

Le début des années 70 va voir la multiplication des facteurs qui conduiront à l'isolement et à la chute d'Indira. L'inflation, la spéculation, le chômage, la corruption vont bon train et se développent vite à partir de 72, la pénétration soviétique dans l'appareil de production entraîne une lourde charge pour l'économie, tandis que l'application du traité «d'amitié et de coopération» signé en 71 avec l'URSS, va, avec l'intervention contre le Pakistan, entraîner de



nouveaux problèmes économiques et sociaux. Et c'est pour faire face à une vague de mécontentement populaire, ainsi qu'à une opposition de droite qui cherche à drainer à son profit tous les mécontentements, qu'Indira Gandhi décrètera en juin 75, l'état d'urgence. Les mesures prises dans ce cadre et qui reviennent à suspendre les libertés les plus élémentaires, vont par l'opposition qu'elles déclenchent dans les masses et dans la bourgeoisie, sonner le glas du régime d'Indira.

Toutefois, celle-ci sera obligée de tenir compte,

sous son gouvernement, du rapport des forces au sein des classes possédantes : en témoignent les facilités accordées au secteur privé et une certaine démarcation avec l'URSS (en avril 76, aura lieu un échange d'ambassadeurs entre l'Inde et la Chine populaire, tandis qu'Indira, dans le même temps refusera d'entrer dans un «pacte asiatique de sécurité collective en Asie» patronné par l'URSS). Mais ces mesures sont jugées insuffisantes par une large fraction des classes possédantes qui décident de mettre fin au «régne» d'Indira Gandhi.

Avec Desai au pouvoir, va être affirmée la nécessité d'un «véritable non-alignement». Sur le plan intérieur, le nouveau gouvernement est incapable de répondre aux exigences des masses dont il se méfie. L'incapacité d'Indira Gandhi à juguler les mouvements des masses populaires est d'ailleurs une des raisons qui ont conduit les classes possédantes à l'évincer. Mais, le nouveau pouvoir peut difficilement attaquer de front les revendications populaires, et l'arrestation d'Indira Gandhi, symbole de corruption, peut dans ce contexte, avoir un rôle démagogique.

J.-P. GAY

BELGRADE : Ouverture mardi de la conférence

PAS DE DÉTENTE MILITAIRE

La conférence de Belgrade a donc repris ses travaux. 35 délégués de 32 pays auxquels s'ajoutent le Canada d'une part les USA et l'URSS d'autre part vont pendant douze semaines tenter de mettre au point le texte de la déclaration finale, ainsi que de définir la date et le lieu de la prochaine rencontre.

Le texte de l'Acte final d'Helsinki dont les délégués doivent évaluer le degré d'application n'était que peu de choses en lui-même : un rappel des principes contenus dans la Charte de l'O.N.U., l'affirmation de la nécessité du développement des échanges existant entre l'Est et l'Ouest. Ce qui importait, c'était avant tout le rapport de forces qu'il sanctionnait en Europe. Il sanctionnait le partage de l'Europe en deux zones régénérées par chacune des deux super-puissances. L'URSS s'empressait d'apaiser sa botte sur la zone qui lui fut reconnue par l'affirmation de l'intangibilité des frontières, l'Allemagne de l'Est était soumise à un traité qui donnait le droit aux troupes russes d'intervenir. En même temps, elle utilisait toutes les possibilités de pénétration à l'Orient. Du côté des USA, la «doctrine Sonnenfeldt» qui reconnaissait la division de l'Europe comme un fait, avait conduit les USA à

réaffirmer leur domination sur l'Europe de l'Ouest. Carter la prolongeait, renforçant l'OTAN, tentant de rétablir un «leadership» indiscuté sur l'Europe. En même temps, par une intense campagne sur «les droits de l'homme» en URSS, il tentait de mettre le Kremlin en difficulté, d'obtenir des pays de l'Orient une condamnation nette du système Brejnev.

DIVERGENCES A L'OUEST

Sur ce terrain, il rencontre peu de réticences de l'Angleterre, dont les relations avec l'URSS sont parmi les moins développées. Des Pays-Bas également il reçut un écho : les dissidents soviétiques furent reçus par le gouvernement et surtout, lors d'un voyage en Tchécoslovaquie, le ministre néerlandais des Affaires étrangères rendit visite au porte-parole de Charte 77, San Patocka et rencontra des signataires de ce manifeste.

Il n'en fut pas de même de l'Allemagne et de la France. Ni Schmidt, ni Giscard n'acceptèrent de recevoir Amalrik. Lors d'un voyage qu'il effectua au mois de juin aux États-Unis, Schmidt signala que la campagne dite des «droits de l'homme» remettrait en cause la détente. Position proche de celle de Giscard qui affirmait au cours de la conférence de presse donnée à l'issue du voyage de Brejnev à Paris en juin dernier : «Ce choix (de la détente) on ne peut le faire à partir de cas concrets pour une raison simple : c'est que tous nos pays (...) n'acceptent pas l'ingérence dans les affaires intérieures. (...) Nous n'accepterions pas qu'un processus judiciaire en France fasse l'objet d'interventions diplomatiques.» Laisser l'URSS condamner les opposants pour ne pas indisposer cette super-puissance, reprendre sur ce point à son compte l'argumentation soviétique pour obtenir de Brejnev une certaine bienveillance, tel est le fond des arguments de Giscard.

Ainsi refusée par la France et l'Allemagne, la «croisade» de Carter voyait

se réduire ses chances de succès. Par contre, elle eut pour résultat de rendre caduques les expériences de «détente militaire» formulées par l'URSS. Elle avait fait savoir qu'elle souhaitait qu'il fut discuté à Belgrade l'insertion de mesures de détente militaire substantielles dans le prolongement des accords d'Helsinki.

PAS DE DÉTENTE MILITAIRE

Il s'agit pour l'URSS d'obtenir le maximum d'engagements quant au niveau — en nombre et en qualité — des forces stationnant en Europe. En envisageant de porter cette discussion dans le cadre de l'Acte final d'Helsinki, l'URSS visait d'abord à mettre en discussion la comptabilisation des forces françaises. Les USA par contre s'accrochent fort bien du refus de la France de participer aux négociations de Vienne : de ce fait, les forces françaises, y compris celles qui sont stationnées en Allemagne, sont tenues en dehors des discussions. D'autre part, en plaçant la question militaire au sein d'une discussion globale, l'URSS

recherchait un déblocage de la discussion de Vienne, en obtenant des engagements de chaque pays.

Actuellement, les discussions de Vienne se déroulent pour l'essentiel entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie. L'URSS vient de rejeter une proposition de «plafond collectif» proposée par les occidentaux. Selon cette proposition, un plafond global des forces de part et d'autre serait fixé, au sein duquel un pays comme l'Allemagne pourrait accroître son potentiel militaire tandis que certaines troupes américaines se retireraient.

L'apparent calme sous les auspices duquel s'ouvre la nouvelle phase de la conférence de Belgrade cache de profondes divergences entre les USA, et l'Allemagne et la France. Elles soulignent les limites rencontrées par les USA pour rétablir un leadership complet sur l'Europe.

L'impasse de la «détente militaire» montre que Belgrade ne sera qu'une phase d'une rivalité de plus en plus brutale entre les USA et l'URSS pour la domination de l'Europe.

G. CARRAT

En bref..

DÉTOURNEMENT

Les membres de l'Armée Rouge japonaise qui avaient détourné un avion de la JAL se sont rendus à la police algérienne. Le gouvernement japonais a fait savoir que l'autorisation d'atterrissage avait été donnée sur sa demande. Le sort des auteurs du détournement n'est pas encore connu.

URSS

Le Soviet suprême se réunit à partir de mardi pour approuver la nouvelle constitution de l'URSS mise au point par Brejnev. Hier, en tant que secrétaire général du parti, il l'a fait approuver par le Comité central, aujourd'hui en tant que chef d'Etat, il l'a fait approuver par les députés.

EURO-COMMUNISME

Berlinguer rencontre Tito, après avoir rencontré Kadar le chef du PC hongrois. Marchais doit suivre ses traces. Carrillo sur le chemin de Moscou doit faire halte à Budapest. Kadar et Tito eux-mêmes se sont rencontrés avant ce ballet. Rapprochement des euro-révissionnistes de l'Ouest et de l'Est ou tentative russe de ressouder les morceaux ?

SAHARA

Les troupes de Hassan II ont évacué la ville de Farsya qu'ils occupaient depuis le début de l'invasion. Par ailleurs, le POLISARIO a annoncé qu'il avait abattu un nouvel avion mauritanien.

ARMES NUCLÉAIRES

Mardi s'ouvrait à Genève une rencontre entre les États-Unis, l'URSS et la Grande-Bretagne, les trois puissances nucléaires instigatrices du traité de non-prolifération nucléaire. Elles doivent discuter d'un éventuel traité d'interdiction des essais nucléaires souterrains.

AFRIQUE DU SUD

Des émeutes ont eu lieu lundi dans la ville de Queenstown. La police a tiré et assassiné un manifestant et en a blessé sept autres.

POLOGNE

Le mouvement de défense des ouvriers polonais vient d'annoncer sa transformation en mouvement de défense des droits de l'homme dont la vocation serait de lutter contre toutes les formes de répression.

abonnez-vous

Le quotidien du peuple

LA CARTE D'ABONNÉ AMI
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE
VOUS DONNE DROIT :

A un abonnement à

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCRM
- Pékin Information
- La Chine en Construction
- Réception du Manifeste pour le Socialisme

et à un livre ou un disque au choix

- Le tome V de Mao Tsé Toung, dès sa parution en France
- Ou parmi les livres :
 - Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un militant communiste (Paule Lejeune)
 - + La Commune en bandes dessinées
 - Les dix jours qui ébranlèrent le monde (John Reed)
 - Ma plume au service du prolétariat (Haoran)
 - Les enfants de Xisha (Haoran)
 - Danger ! Amiante (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu CFTD, CGT, FEN)
 - La Commune de Paris (Lissagaray)
 - La Chine à la mort de Mao (Alain Bouc)
 - L'usine de la peur (Daniel Bouvet)

Parmi les disques :

- Kan Bale lu poblak breizh, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons
- Viva la Vida, Carlos Andreou
- Terre de ma patrie, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balatine
- Radio Renaissance, chants interprétés par le GAC
- Au choix, disques chiliens : Checca
- Chile Resistencia
- Nausac et La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants
- Ki Du (Gilles Servat)
- Ça branle dans le manche (François Tusques)
- Le pouvoir des mots (Gilles Servat)
- Dansons avec les travailleurs immigrés (François Tusques)

sur présentation de la carte abonné ami du Quotidien du Peuple

- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes (liste sur demande)
- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRM

NOM (en capitales)

Prénom

Adresse

Ville

Date

Abonnement normal 350 F Abonnement de soutien 600 F ... F Mode de versement : - en une fois - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix. Découpez suivant le pointillé et renvoyez au Quotidien du Peuple.

BP 225 75924 Paris Cédex 19.

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F, et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Clôture des Entretiens de Bichat 1977

UN CERTAIN REFLET DE LA MÉDECINE CAPITALISTE

Les entretiens de Bichat se sont clos après plus d'une semaine de travaux divers dans à peu près toutes les spécialités. Hormis une découverte intéressante, ils ne représenteront pas une grande date dans l'histoire de la médecine en France. Pour ce qui est de leur fonction, si on peut dire interne : le recyclage annuel des médecins de ville, ils auront permis de confronter et de codifier certaines thérapeutiques, de mesurer les risques liés aux traitements. Enfin, ils auront été pour le pouvoir, l'occasion de réaffirmer la nécessité d'une «auto-

Malgré les déclarations Giscard «sur l'excellence de la médecine française», les succès de la recherche française sont plus que limités. L'apport nouveau essentiel présenté à ces entretiens a été la mise au point de la cimétidine, substance capable de bloquer la stimulation des cellules sécrétrices d'acide dans l'estomac. Ceci représente à terme, une fois les expérimentations terminées une solution très intéressante pour la guérison des ulcères d'estomac. Autre progrès, essentiellement thérapeutique : l'a-

une observation quotidienne des résultats, que de véritables nouveautés expérimentales.

L'OBSESSION DU COÛT DE LA SANTÉ

Au cœur des entretiens, l'obsession actuelle de la bourgeoisie : limiter la consommation médicale, réduire les dépenses de sécurité sociale. Dans presque toutes les tables rondes, les conférenciers critiquent tel traitement coûteux et superflu, conseillent de faire des choix moins onéreux.

UNE PERSONNE SUR CINQ VICTIME D'ERREURS DE NUTRITION

C'est la conclusion des premiers travaux du symposium «Alimentation et travail» qui vient de se tenir à Nancy. De plus en plus de repas sont pris en collectivité : 340 millions de repas sont servis chaque année aux enfants de 2 à 11 ans ; 780 millions de repas aux adolescents, 930 millions aux malades, 730 millions dans la fonction publique, 30 millions dans les prisons... Au total, près de 4 milliards de repas en 1977 (sans compter les restaurants privés).

Les maladies dues aux erreurs de nutrition se développent : il y a 20 % d'obèses, 10 % de personnes qui ont trop de graisse dans le sang, 3 % de diabétiques et de malades du tube digestif. Ces troubles sont dus à une alimentation mal équilibrée, souvent bâclée et «bourrative».

Le symposium s'est aussi penché sur les nouvelles méthodes de conservation des aliments par les rayons gamma (épices, champignons, poisson, endives, volailles, fraises et légumes secs) et de leurs conséquences à long terme sur la santé des consommateurs.

mélioration des résultats du traitement de certains cancers. Ainsi la maladie de Hodgkin, sorte de cancer ganglionnaire est désormais guéri (5 ans sans rechute) à 90 % des cas au stade un et deux de cette maladie. On manie mieux le choix (traitement par les rayons ou par les médicaments) selon la forme et le stade de la maladie. Pour l'ensemble des cancers, des améliorations limitées mais réelles ont été apportées, par une meilleure utilisation ou association de diverses drogues. Enfin, les problèmes délicats posés par les longs traitements (hypertension, rhumatismes) liés aux effets toxiques de certains médicaments, ont été évoqués dans plusieurs amphithéâtres, et ont fait l'objet de questions nourries de la part des médecins. Au total, des apports qui sont plus des corrections «de certains traitements suite à

A la table ronde «L'hématologie et le praticien», on remet en cause un examen très coûteux, la «scintigraphie», pour détecter un rate trop grosse au profit d'une simple radiographie. Ces choix de «simplicité» ne sont pas forcément les plus mauvais et impliquent de la part du médecin un examen clinique plus attentif.

Mais s'appuyant sur ces avantages, ils sont sous-tendus, en fait par la logique actuelle de la classe dominante qui cherche à rentabiliser la santé. La table ronde «le coût de la santé», (celle où Giscard a parlé), a donné un avant-goût des mesures qui se préparent contre les travailleurs : à l'imitation des USA, les experts de la sécurité sociale cherchent à mettre au point «une stratégie du coût de la maladie» et à analyser le

limitation» des médecins en matière de prescription de remèdes et d'arrêts de travail, et de tenter de faire adhérer les médecins à cette idée préchant ainsi une collaboration plus étroite contre les travailleurs. Cependant, la place que réussissent à occuper dans cet ensemble, certains thèmes comme la nutrition, la prévention, l'analyse des causes générales de quelques maladies de masse, témoigne de la présence de démarches scientifiques qui vont contre la démarche dominante dans la médecine bourgeoise.

coût individuel de cette maladie, par l'informatique instrument de contrôle et de répression des dépenses médicales des travailleurs. Autre moyen pour limiter les dépenses : la limitation du nombre de médecins. Le raisonnement du pouvoir est simple. Moins il y aura de médecins, moins il y aura de prescriptions. Ils s'appuient pour cela sur les intérêts de la caste médicale, qui a peur de voir son chiffre d'affaires baisser du fait de la concurrence des jeunes. Résultat : la sélection sera renforcée en médecine.

Les entretiens de Bichat ont reflété assez bien quelques-uns des aspects de la médecine actuelle : médecine où le mandarin hospitalier tient le haut du pavé, où la place réservée à la recherche à long terme est plus que limitée, où le malade est avant tout l'objet d'un dialogue

entre experts. Il est tout à fait révélateur de voir la place minime réservée à l'épidémiologie (analyse statistique des cas et des causes de maladies) discipline qui permet une approche plus concrète de la réalité sociale de la maladie. En particulier dans le domaine jugés plus secondaires, par la caste mandarinale, certaines contributions intéressantes (sur la bronchite, les anémies, les lésions dues aux médicaments) ont pu être produites.

Les entretiens de Bichat reflètent à leur manière : la réalité de la médecine : relativement désarmée devant le développement des maladies de masse et, à la fois, obligée de soulever certaines questions qui ne peuvent trouver de réponse en dehors d'une transformation radicale de la société.

Pierre PUJOL

Accord franco-américain pour l'exploration du Pacifique

Le Centre National pour l'Exploitation des Océans (CNEXO) et la National Oceanographic and Atmospheric Administration américaine ont signé vendredi à Bandol (Var) un accord de coopération scientifique pour l'exploration commune d'une partie de la dorsale subocéanique du Pacifique oriental. Comme pour l'opération FAMOUS, des petits sous-marins étudieront la formation de la croûte océanique. La zone à étudier se situe à l'ouest des côtes mexicaines.

D'un émetteur à l'autre

Tandis que l'émetteur de Bastia-Serra-di-Pigno, détruit en août dernier par le Front de Libération nationale Corse vient d'être remis en service (1^{re} chaîne seulement), les habitants d'Autin (Saône et Loire) sont privés de Roger Gicquel : pour la seconde fois en six mois le matériel 1^{re} chaîne du réémetteur de St Sébastien a été volé dans la nuit du 2 au 3 octobre.

Les grands sondages de France Soir

La presse bourgeoise continue à faire ses choux gras avec le détournement de la Caravelle par Jacques Robert. France Soir lance un grand sondage auprès de ses lecteurs : «Faut-il céder aux pirates de l'air ?». On devine sans peine le résultat...

PROGRAMME TÉLÉ

Mardi 4 Octobre

TF 1

19 h 00 - Recherche dans l'intérêt des familles
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Les provinciales
21 h 30 - Le temps fuit, je le soumetts
22 h 35 - Concert
23 h 20 - Journal

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Ouvrez l'œil
20 h 00 - Journal
20 h 35 - SS Représailles
23 h 30 - Journal

FR 3

19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Coups de feu dans la sierra (western)
22 h 00 - Journal

Mercredi 5 Octobre

TF 1

19 h 00 - Recherche dans l'intérêt des familles
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Inutile envoyer photo
22 h 05 - Indications
23 h 05 - Journal

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Ouvrez l'œil
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Le nucléaire
21 h 35 - L'aigle et le vautour
22 h 25 - La parole à 18 ans
22 h 55 - Journal

FR 3

19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Au bout du printemps
22 h 00 - Journal

CINEMA

«L'ami américain» de Wim Wanders

UNE RÉVOLTE SANS ISSUE

Avec «L'Ami Américain», Wim Wanders, jeune cinéaste allemand a réalisé son 4^e film. Dans chacun de ses films Wim Wanders évoque la crise idéologique telle qu'elle est vécue aujourd'hui par toute une génération en Allemagne de l'Ouest.

Cet aspect est de nouveau présent dans «L'Ami Américain» mais élargi à toute une vision désespérée de l'individu face à une «société américaine».

L'histoire est tirée d'un roman policier américain : Jonathan Zimmermann est un jeune artisan d'une trentaine d'années habitant sur les quais de Hambourg avec sa femme et son fils. Atteint d'une leucémie le héros du film se croit perdu. La rencontre avec un Américain lié à des gangsters internationaux va bouleverser sa vie quotidienne morne. Entraîné dans une série de meurtres moyennant finances il va petit à petit se détacher de sa famille et de son travail pour se lancer dans une violence absurde et vaine.

L'intrigue du roman ne sert que de prétexte pour nous montrer une vision profondément nihiliste du monde. On se perd rapidement dans les dédales de l'aventure, on ne sait pas qui sont exactement les personnages qui tournent autour du héros ni les raisons qui poussent ces hommes à en faire assas-



siner d'autres. On comprend tout juste qu'il s'agit probablement d'une histoire de gangsters ou de mafia.

L'Américain représente ce genre d'aventurier blasé pour qui la pratique de la violence sert tant bien que mal de compensation à une vie terne et l'amitié que celui-ci tentera d'établir avec le héros est basée sur cette même constatation de l'absurdité de leur existence.

Face à cet univers de la violence et à la tentation d'aventure qu'elle représente, la vie familiale du héros, son travail ne font pas le poids et c'est

vainement qu'à la fin du film le héros tentera de retrouver sa femme et son fils.

A travers ce film c'est aussi une certaine vision des grandes villes modernes qui est présentée. L'action se déroule à la fois à Hambourg, New-York et Paris et c'est une image quasi-identique qui est donnée de ces trois villes : grandes tours modernes, couloirs anonymes des métros et des aéro-gares où l'individu n'est qu'un pion dans une foule anonyme, où la violence fait loi. C'est cet aspect qui est le mieux représenté tout au long du film par des images et des couleurs

qui rendent compte de cet univers oppressant des grandes villes des sociétés capitalistes, mais l'auteur s'arrête à cette description dans laquelle il se complait.

Ce film traduit à sa manière le rejet du modèle de société à l'américaine telle qu'elle est fortement présente en Allemagne de l'Ouest mais, face à cela aucune issue possible n'est présentée. C'est avec une complaisance certaine que ce film souligne l'absurdité et le caractère vain de la révolte des deux principaux personnages, dont les état d'âmes traînent en longueur.

Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»
copyright Édition Denoel

84^e épisode

La pluie, maintenant, vient multiplier les mirages.

— Mets ton écharpe, tu vas te mouiller.

J'aime ce geste. Il tient mon sac, j'attache les pans d'étoffe sous le menton et nous repartons.

— Qu'est-ce que tu veux faire ? Le secret valait mieux pour tous les deux. Maintenant ils vont nous embêter, toi surtout. Bah, ce n'est rien. Tu ne changeras pas pour ça ?

J'ai un petit rire assuré.

— Si je n'étais pas égoïste, je te dirais de quitter cette place et de chercher du travail ailleurs. Mais j'aime t'avoir devant moi, le matin surtout ; quand j'arrive, je te cherche, je te vois. Enfin... Attendons, nous verrons bien.

— Tu aimes ce quartier, reprend-il. Je m'en doutais. Moi aussi, mais c'est un quartier dangereux.

— Pourtant, il y a beaucoup de tes frères.

— Elle ne comprendra jamais, soupire-t-il. C'est justement. C'est un quartier à rafles. Et, en plus, ce n'est pas le mien. Moi, j'habite à Crimée.

Auparavant, il m'avait dit Jaurès.

— Ce soir, on s'en fiche. Viens, on va boire quelque chose.

Nous passons dans des rues moyenâgeuses. Mon plaisir est un instant gâté par les images qui surgissent, le passage des Trois-Chandeliers, notre porte, le Club, la grand-mère cherchant à la nuit des cageots vides. Arezki me tient contre lui et nous marchons du même pas.

Disparaissent la grand-mère, la porte et le passage.

— On va s'abriter, il pleut trop fort.

A gauche de la ruelle, il y a un café arabe. La porte en est entrebâillée. Il est bourré, bruyant, il y a de la musique. Un homme sort, regarde dehors, rentre et ferme la porte.

— Nous allons dans ce café ?

— Tu penses, ce n'est pas possible ! Je ne suis pas du quartier. Ils me prendraient pour un mouchard, un indicateur.

Mon écharpe a glissé. Nous nous sommes recu-

lés sous un porche. Arezki, laisse tes cheveux s'égoutter, n'essuie pas tes joues. Tu m'as embrassé. Ton blouson où s'appuie mon visage est froid. Son odeur de cuir mouillé me grise. La pluie continue. La porte du café s'est ouverte. La musique arrive jusqu'à nous. Une phrase, en leit-motiv se répète. Arezki traduit « Ana ontî : Toi et moi, c'est égyptien. » La musique s'adoucit, la porte s'est fermée. Arezki a soupiré. Je lui ai demandé « As-tu froid ? »

— Non, dit-il, c'est l'idée de nous séparer.

— Déjà ?

— Oui, je dois rentrer de bonne heure.

La pluie diminue, nous reprenons notre marche. Ce moment trop court tombe comme une image au fond d'une boîte.

Le boulevard Saint-Michel était pour moi tout un monde symbolique. Henri, Lucien l'accommodaient toujours d'adjectifs fascinants.

Je détaillai les provinciaux. Ce soir-là, le boulevard ne me parut pas conforme à sa légende. Il y avait surtout de jolies filles qui léchaient les vitrines des trop nombreuses boutiques de mode. Elles ne semblaient pas pauvres du tout. Par endroits surgissaient des personnages portant comme un travesti des vêtements négligés, sales, qui, heureux hasard, moulaient les filles au bon endroit et flattaient ce qui devait l'être.

Arezki me tira par la manche.

— Cette chemise, tu vois ?

à suivre

LA CHINE A L'HEURE DU XI^e CONGRES

Reportage réalisé par la délégation du *Quotidien du Peuple* en Chine

SHANGHAI UN AN APRES LA CHUTE DES QUATRE

L'impression qui se dégage de Shanghai aujourd'hui, des discussions que nous avons eues, c'est celle d'un soulagement, l'impression que la ville réalise l'ampleur du danger auquel elle a échappé avec l'éviction des Quatre.

Aujourd'hui, dans les usines, au Comité du Parti de la municipalité, les discussions sont toutes imprégnées de cette volonté de tout comprendre, de tout tirer au clair, d'expliquer pourquoi et comment les Quatre ont pu investir la municipalité, de réfléchir sur leur ligne politique.

Aller à Shanghai près d'un an après la chute des Quatre, c'est donc approcher cette réalité. Toutes les questions sur leur rôle pendant la Révolution Culturelle, pendant l'affaire Lin Biao, sur leur rôle au cours des différentes luttes impulsées par le Parti Communiste Chinois, ne sont pas tranchées. On peut cependant, à travers les éléments qui nous ont été donnés, soit par des membres de la municipalité, soit par des ouvriers, soit par des rédacteurs de journaux, tenter de dégager les conditions d'ensemble de la lutte à Shanghai.

A PARTIR DE LA COMMUNE DE SHANGHAI

Dans tous les cas, ce qui semble déterminant au départ pour expliquer l'évolution des choses, c'est la Révolution culturelle et en particulier, ce moment décisif de janvier 1967 où, à Shanghai est obtenue, pour la première fois depuis le début de la Révolution Culturelle, la victoire sur les responsables révisionnistes de la municipalité : ceux-ci sont chassés et se forme « la Commune de Shanghai ». Un responsable actuel de la municipalité explique : « En fait, à la faveur de ce renversement du quartier général bourgeois, du mouvement de masse anti-révionniste très puissant qui existait alors, des marxistes et des non-marxistes ont pu parvenir aux postes de direction ». Ces postes de commande, ce sont en particulier la direction de la municipalité (prise par Wang Hong Wen), le bureau d'organisation (qui a le contrôle de la police, de la justice), et la direction syndicale pour l'ensemble de la ville (poste occupé par Wang Hong Wen également) et des fédérations les plus importantes, la direction des mass-média (comités de rédaction des journaux en particulier). Ces postes de commande qui permettent de prendre les décisions,

de les faire appliquer, d'informer ont été, à partir de la « Commune de Shanghai » investis très rapidement par des partisans des Quatre.

« Dans notre usine, Hou Kai Minh était le protégé de Wang Hong-Wen. C'était lui qui l'avait fait nommer à la tête du syndicat, par l'intermédiaire du responsable du syndicat du textile, qui était aussi un homme à eux. Une fois dans cette place, il a voulu devenir membre du Parti alors que les ouvriers s'y étaient toujours opposés. Ça a été une bataille très dure. Mais finalement, il n'a pas été admis au Parti. Alors, il a essayé, avec des membres du Comité révolutionnaire qui lui étaient favorables, de monter une sorte de « Comité de Parti » en dehors de notre Comité de Parti ». Cet exemple donné dans une usine textile est significatif de la pratique des Quatre et de leurs partisans à Shanghai.

« DES ÉPINES SUR LE CORPS ET DES CORNES SUR LA TÊTE »

Qui les Quatre plaçaient-ils aux postes de responsabilité dans les syndicats ou la municipalité ? Ils se caractérisaient eux-mêmes, selon une expression chinoise, comme de rudes gaillards, des individus avec des épines sur le corps et des cornes sur la tête.

De fait, dans les sections syndicales, dans les rédactions de journaux, c'est toute une série de gens souvent peu formés politiquement mais faisant illusion par leur facilité à parler, à écrire, qui ont été promus. Un responsable nous a raconté le cas d'une jeune ouvrière qui a ainsi été propulsée à des responsabilités dans l'organisation du Parti où il se trouvait. Possédant peu d'expérience politique, éprouvant de grandes difficultés à assumer politiquement sa charge, à s'orienter par elle-même, elle a été amenée rapidement à devenir plutôt un instrument aux mains des Quatre. Dans les maisons d'édition et les journaux, les organisations de masse, ce sont des dizaines de jeunes inexpérimentés que les Quatre ont mis en place. Souvent, aussi, ce sont des arrivistes, non pas la tête tournée par une promotion soudaine, mais peu regardant sur les moyens, qui ont pris ces places.

Cette promotion particulière de cadres se double, à tous les échelons, de l'éviction d'autres cadres. Régler les contradictions revenait le plus souvent à mettre à l'écart, à réprimer par un

moyen ou par un autre. Vous demandez à aller à la campagne, à faire partie de l'équipe de l'usine qui doit aller travailler dans une commune populaire ? On vous refuse... Et six mois après, lorsqu'on veut se débarrasser de vous, il n'est alors rien de plus urgent que de vous envoyer à la campagne... Cette aventure, arrivée à un cadre d'usine n'est qu'un exemple des méthodes employées pour mettre à l'écart certains cadres.

Cette politique systématique de « placement des hommes » au mépris des règles communistes d'organisation, au mépris souvent de l'avis des masses et des méthodes de persuasion dans le règlement des contradictions, est particulièrement nette vis-à-vis des organisations de masse. Plus faciles à investir que le Parti Communiste, ce sont elles qui présentent l'image la plus claire d'une sorte de « noyautage » : dans les syndicats du textile, de la métallurgie, dans la Ligue de la Jeunesse communiste, c'est là que la pénétration a été la plus nette sous le couvert de la lutte anti-révionniste qui en avait critiqué et chassé les directions bourgeoises.

Cette même attitude qui consiste à investir les organisations de masse pour tenter de les dresser contre le Parti, on la retrouve vis-à-vis de l'armée : ce sont les milices, forme d'organisation militaire de la population dans les usines et les quartiers que les Quatre tentaient d'opposer à l'Armée populaire de libération.

Promotion rapide et adhésion rapide sur des critères superficiels ou douteux, mise à l'écart, investissement des organisations de masse, tel est le tableau d'ensemble des méthodes qui ont permis aux Quatre d'enserrer la ville de Shanghai.

Ces discussions, aux éléments convergents permettent aussi de mieux voir sur quelle ligne politique ces pratiques prenaient corps, quel « programme » elles servaient.

LE « PROGRAMME » DES QUATRE

C'est en 1976 que les Quatre ont formulé, de la manière la plus systématique, ce qu'on a appelé leur « programme ».

Prenant prétexte de la lutte qui avait été menée sous la Révolution Culturelle contre les « responsables engagés dans la voie capitaliste », les Quatre en font l'axe principal de leur ligne.



Une rue dans l'ancienne concession coloniale française

Dans la désignation de leurs cibles, la déformation devient apparente : ces « responsables engagés dans la voie capitaliste », seraient ceux qui, autrefois, ont participé à la première phase de la révolution en Chine, à la « révolution démocratique bourgeoise », au Front uni avec la bourgeoisie nationale contre le Japon, ceux que les Quatre appellent « les démocrates ». Une deuxième catégorie de ces « responsables engagés dans la voie capitaliste » seraient ceux qui, matériellement ont certains avantages, bénéficient d'un meilleur salaire. Enfin, seraient aussi des « responsables engagés dans la voie capitaliste » tous ceux qui contribuent activement à développer la production ; ceux que les Quatre qualifient de « partisans de la théorie des forces productives ».

LA DÉFORMATION DE LA LIGNE DU PARTI

On voit là toute la série d'assimilations hâtives, de glissements, de présupposés politiques que comporte une telle « analyse ». Prenons deux exemples.

● Affirmer que les cadres, les vétérans du Parti communiste qui ont participé à la lutte de libération nationale sont des « démocrates », des « bourgeois », c'est implicitement donner à cette première phase de la révolution en Chine un contenu de classe qui n'est pas le sien. Ce qui fait la spécificité de cette phase, telle qu'elle a été analysée par Mao Tsé-toung dans « De la démocratie nouvelle », c'est précisément que la direction du prolétariat, du Parti communiste sur cette lutte, et non celle de la bourgeoisie, lui donne un caractère fondamentalement révolutionnaire, permet dans une deuxième phase de la transformer en révolution socialiste. Par contre, l'affirmation des Quatre qui assimilaient participants à la lutte de démocratie nouvelle et représentants de la bourgeoisie revenait à faire de la bourgeoisie la classe dirigeante de la première phase de la révolution.

● Particulièrement important est le glissement opéré par les Quatre entre le fait de développer la production et d'être un partisan de la théorie des forces productives (1). Il s'agit là d'une séparation mécanique entre révolution et production. D'un côté, il y aurait l'augmentation du bien-être du peuple, l'améliora-

tion des conditions de travail, de transport, de logement qui seraient au fond « révisionnistes », « bourgeoises », de l'autre côté, il y aurait la lutte de classes, la dénonciation de la bourgeoisie qui serait, elle, « révolutionnaire », « prolétarienne ». Une telle séparation est lourde de conséquences pratiques.

● Enfin, les Quatre ont cherché à opérer toute une série de divisions arbitraires au sein du Parti Communiste : entre ceux qui avaient fait la révolution culturelle et ceux qui ne l'auraient pas faite, entre les ouvriers chevronnés et les autres, entre les jeunes et les vieux. Ce faisant, les Quatre vidaient de son contenu la directive de Mao Tsé-toung indiquant dès le début de la révolution culturelle que 90% des cadres sont bons ou relativement bons. La cible, les « responsables engagés dans la voie capitaliste », devenait alors extrêmement large. C'était en fait un très grand nombre de cadres du Parti qui étaient ainsi visés.

Les Quatre avaient dit : « L'ordre règne à Shanghai ». On voit là de quel ordre il s'agissait. Certes, si la production n'a pas été gravement perturbée à Shanghai même, elle n'en a pas moins généralement stagné. Tout occupés qu'ils étaient à placer leurs hommes, les « dirigeants » de Shanghai se souciaient peu de la production, de transformer la ville, d'avancer par exemple, dans l'harmonisation entre la ville industrielle et sa banlieue rurale. En fait, cet ordre, quel était-il sinon un ordre apparent, sinon un ordre qui signifiait absence de démocratie, absence de liberté pour le peuple, confiscation du pouvoir de la classe ouvrière ? Et quand aujourd'hui, les travailleurs et les responsables de Shanghai réfléchissent à ce passé, c'est toute cette question qu'en fait ils soulèvent : la nécessité que le peuple et la classe ouvrière soient éduqués politiquement encore plus en profondeur, la nécessité qu'avec le peuple, les leçons de cette lutte soient tirées.

NOTE :

(1) - La théorie révisionniste des forces productives consiste à considérer à une étape ou à une autre de l'édification du socialisme, que la tâche principale est désormais la production, qu'il n'y a donc plus lieu de mener la révolution, de poursuivre la lutte de classe.